

8 mai 2014

## **TELUS communique ses résultats du premier trimestre de 2014**

***Forte croissance des produits et des bénéfices tirée par la solidité des services mobiles et filaires***

***Croissance saine et constante des abonnés des services mobiles, télévision et Internet postpayés***

***Un taux de désabonnement mensuel des services mobiles postpayés à la pointe de l'industrie en deçà de un pour cent***

***Un retour aux actionnaires de 648 millions \$ jusqu'en avril***

***Le dividende trimestriel a augmenté de 11,8 % pour atteindre 38 cents par action***

**Vancouver, C.-B.** – Pour le premier trimestre de 2014, TELUS Corporation a déclaré des produits d'exploitation consolidés de 2,9 milliards \$ en hausse de 5 % par rapport à l'année précédente, et un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA)<sup>(1)</sup> de 1,08 milliard \$, en hausse de 4,2 %. Le bénéfice par action (BPA) a progressé de 8,9 % et atteint 0,61 \$, et lors qu'on exclut l'effet de dilution de Public Mobile, le BPA a augmenté de 10,7 % à 0,62 \$.

La croissance des produits consolidés a été générée par une augmentation de 5,6 % des produits tirés du réseau mobile, ainsi que par une hausse de 4,4 % des produits du secteur filaire. Dans le secteur mobile, les produits ont principalement bénéficié de la croissance du nombre des abonnés, ainsi que d'une utilisation accrue des données provenant de l'adoption constante des téléphones intelligents. La croissance des produits du secteur filaire est principalement due à une augmentation de 10 % des produits des données, générée en partie par la croissance constante et solide du nombre des abonnés de TELUS TV et du service Internet haute vitesse, ainsi que par un produit par client en hausse.

Au premier trimestre, TELUS a attiré 48 000 nouveaux clients nets au service mobile postpayé, 27 000 abonnés au service de télévision et 21 000 clients au service Internet haute vitesse. La base totale d'abonnés à TELUS TV est en hausse de 18 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 842 000 abonnés, tandis que les connexions Internet haute vitesse progressent de 5,5 % pour atteindre 1,4 million.

Les efforts constants de TELUS pour offrir un service clientèle remarquable ont soutenu une amélioration de 12 points de base du taux de désabonnement mensuel des abonnés sans fil postpayés par rapport à la même période l'an dernier à 0,99 % - il s'agissait du troisième trimestre consécutif que cette mesure clé se situait en dessous de un pour cent.

Les flux de trésorerie disponibles<sup>(3)</sup> de 291 millions \$ étaient en baisse de 67 millions \$, ce qui est essentiellement le fait d'impôts sur les bénéfices en espèces plus élevés, ainsi que de dépenses en capital accrues du fait des efforts constants de la Société pour investir dans les technologies des réseaux à large bande avancés et pour soutenir nos initiatives continues de priorité aux clients. Les flux de trésorerie disponibles avant impôts sur les bénéfices en espèces de 515 millions \$ étaient en hausse de 9 millions \$ d'une année sur l'autre, stimulés principalement par la croissance du BAIIA, et partiellement compensés par des dépenses d'investissement plus élevées.

Au premier trimestre de 2014, TELUS a distribué 381 millions \$ à ses actionnaires dont 222 millions \$ de dividendes payés et 159 millions \$ en achats d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) de 2014. Jusqu'à la fin avril, TELUS a distribué 648 millions \$ à ses actionnaires dont 446 millions \$ de dividendes et l'achat de 5,4 millions d'actions pour 202 millions \$ dans le cadre de son programme d'OPRCNA de 2014.

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non vérifiés)	Trimestre clos le 31 mars		Variation en %
	2014	2013	
Produits opérationnels	2 895	2 756	5,0
Charges opérationnelles avant dépréciation et amortissements	1 818	1 722	5,6
BAIIA <sup>(1)(2)</sup>	1 077	1 034	4,2
BAIIA sauf Public Mobile	1 087	1 034	5,1
Bénéfice net	377	362	4,1
Bénéfice par action (BPA)	0,61	0,56	8,9
Dépenses d'investissement	496	467	6,2
Flux de trésorerie disponibles <sup>(3)</sup>	291	358	(18,7)
Total des connexions clients <sup>(4)</sup>	13,33	13,15	1,4

(1) Le BAIIA n'a pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Nous donnons des indications et faisons état de notre BAIIA parce qu'il s'agit d'un instrument clé de l'évaluation de la performance à un niveau consolidé et de la contribution de nos deux segments. Pour plus de définitions et d'explications, veuillez vous reporter à la Section 11.1 du Rapport de gestion du premier trimestre 2014 ci-joint.

(2) Le BAIIA pour le premier trimestre 2014 a subi le contrecoup de l'inclusion de Public Mobile à hauteur de 10 millions \$.

(3) Les flux de trésorerie disponibles n'ont pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Pour plus de définitions et d'explications, veuillez vous reporter à la Section 11.1 du Rapport de gestion du premier trimestre 2014 ci-joint.

(4) Somme des abonnés aux services mobiles actifs (à l'exception des abonnés Public Mobile), des lignes d'accès au réseau, du nombre total d'abonnés à Internet et des abonnés à TELUS TV (abonnés Optik TV™ et abonnés TELUS Satellite TV®). À compter du deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnements de machine à machine (M2M) ont été exclus de toutes les mesures basées sur les abonnés. Ainsi les abonnés cumulés incluent un ajustement du solde d'ouverture au 1er avril 2013 pour retirer environ 76 000 abonnements M2M. À compter du quatrième trimestre de 2013, et sur une base prospective, nous avons ajusté les abonnés mobiles postpayés pour en extraire les abonnements Mike®, parce que nous avons mis un terme à la commercialisation du produit Mike et commencé à débrancher le réseau iDEN. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés inclut un ajustement réalisé le 1er octobre 2013 pour soustraire les clients des services mobiles postpayés comptant environ 94 000 abonnés à Mike, représentant les clients qui, selon nous, sont peu susceptibles de migrer vers nos nouveaux services.

Darren Entwistle, le président et chef de la direction de TELUS a déclaré : « TELUS a réalisé des produits solides et une croissance profitable durant le premier trimestre. Ceci découle des très bons résultats à la fois de nos secteurs des services mobiles et des services filaires. Ce démarrage positif de l'année traduit notre stratégie à long terme ciblée sur les investissements dans la technologie et les services à bande large avancés et un engagement solide d'offrir des expériences client exceptionnelles. Au cours du trimestre, TELUS a obtenu 96 000 ajouts nets de clients mobiles postpayés, TV et Internet à haute vitesse, tout en réalisant le meilleur roulement de l'industrie des clients postpayés, soit 0,99 %, et le meilleur résultat en matière de fidélisation dans les lignes d'accès des sept dernières années. Mais surtout, il s'agit de notre troisième trimestre consécutif avec un taux de désabonnement mensuel inférieur à un pour cent et le quatrième trimestre consécutif avec un produit moyen par appareil d'abonné (PMAA) amélioré, ce qui amplifie davantage le succès de la culture initiale de notre clientèle différenciée couplé à de nouveaux produits et services attractifs. »

M. Entwistle a ajouté : « Notre forte croissance profitable, la génération de robustes flux de trésorerie disponibles et notre très bon bilan permettent à TELUS de faire des investissements en capital prudents afin de maintenir notre croissance future tout en distribuant des quantités de capital conséquentes aux actionnaires par le biais de nos programmes de rachat d'actions pluriannuels et de croissance de dividendes. En effet, au cours des quatre premiers mois de 2014, TELUS a distribué 648 millions \$ aux actionnaires poursuivant dans la lancée des près de 1,85 milliards \$ distribués à nos actionnaires en 2013. De plus, le versement de notre dividende du 2 juillet permettra au montant total distribué aux actionnaires depuis 2004 de dépasser les 10 milliards \$. Aujourd'hui, Je suis heureux d'annoncer que nous haussons le dividende trimestriel pour le faire passer à 38 cents par action, une hausse de 11,8 % d'un exercice à l'autre. Il s'agit de notre septième hausse de dividende depuis l'annonce en mai 2011 de notre programme pluriannuel de croissance de dividendes. »

John Gossling, le vice-président à la direction et chef des services financiers de TELUS a indiqué : « Durant le premier trimestre, nous avons poursuivi notre approche cohérente et créatrice de valeur de favorisation de rendements financiers solides tout en investissant dans l'avenir avec des investissements en capital dans les réseaux à large bande et le spectre de 700 MHz. Les marchés de capitaux continuent à soutenir notre stratégie en nous consentant un financement par emprunt de un milliards \$ à des taux très avantageux. Grâce à l'obtention d'un tel financement, le coût moyen de la dette à long terme de TELUS a diminué pour atteindre 4,89 % comparativement à 5,44 % en fin 2012, et la durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette à long terme de TELUS a augmenté pour atteindre 10,3 ans, comparativement à 5,5 ans en fin 2012. »

*Le présent communiqué contient des énoncés au sujet de futurs événements et rendements financiers et opérationnels de TELUS (la Société), y compris les hausses de dividendes futures et les offres publiques de rachat dans le cours normal des activités jusqu'en 2016 et les objectifs annuels pour 2014, qui sont de nature prospective. Par leur nature même, ces énoncés prospectifs exigent de la Société qu'elle pose des hypothèses et formule des prévisions et sont assujettis à des risques et à des incertitudes. Il existe un risque important que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et le rendement futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à la limitation de responsabilité et est donné sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses pour les indications annuelles pour 2014, les hausses de dividendes semestrielles jusqu'en 2016, la capacité à soutenir et à réaliser des programmes d'achat d'action pluriannuels jusqu'en 2016), des qualifications et des facteurs de risque mentionnés dans l'analyse par la direction des activités opérationnelles du quatrième trimestre, jointe au présent document, et dans le rapport de gestion des autres rapports trimestriels de 2013 et du rapport de gestion contenu dans le rapport annuel de 2012, ainsi que dans les autres documents d'information publiés par TELUS et les documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (sur SEDAR à [sedar.com](http://sedar.com)) et des États-Unis (sur EDGAR à [sec.gov](http://sec.gov)). Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à son appréciation, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses cibles et prévisions annuelles.*

## Faits saillants opérationnels

### Services mobiles de TELUS

- Les produits tirés du réseau sans fil ont augmenté de 72 millions \$, ou 5,3 %, pour atteindre 1,44 milliard au premier trimestre de 2014, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression découle de la croissance continue du nombre d'abonnés et d'un produit moyen par appareil d'abonné (PMAA) combiné plus élevé en raison de la hausse constante de l'adoption des téléphones intelligents et de l'utilisation des données.
- Le PMAA combiné (clients Public Mobile exclus) a augmenté de 2,0 % pour atteindre 61,24 \$, reflétant ainsi le quatorzième trimestre consécutif de croissance en cumul annuel du PMAA combiné de TELUS.
- Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés a chuté de 12 points de base pour se fixer à 0,99 % - ce qui est le taux le plus faible des sept dernières années pour le premier trimestre. Le taux de désabonnement mensuel combiné (clients Public Mobile exclus) a reculé de 9 points de base, pour se fixer à 1,39 %. Ce taux de désabonnement de TELUS, parmi les plus faibles de l'industrie, reflète la réussite de l'approche du service axé sur le client avant tout, des investissements dans la rétention de la clientèle et d'une portion plus élevée des téléphones intelligents dans la base d'abonnés, dont le taux de désabonnement est plus faible par nature.
- Les ajouts nets de 48 000 abonnés aux services postpayés ont été partiellement contrebalancés par une perte de 36 000 abonnés aux services prépayés (clients Public Mobile exclus), lesquels génèrent des PMAA moins élevés, pour un total d'ajout net de 12 000 abonnés par rapport aux 33 000 atteints l'an dernier. Le nombre total d'abonnés aux services mobiles (clients Public Mobile exclus) s'est établi à 7,8 millions, en hausse de 1,5 % par rapport au dernier exercice, et la proportion d'abonnés aux services postpayés à valeur élevée représente 85 % de la base d'abonnés.
- Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents représentent maintenant 78 % des abonnés aux services postpayés de TELUS, une hausse de 66 % par rapport au dernier exercice.
- Le BAIIA du secteur des services mobiles s'est élevé à 690 millions \$, une hausse de 24 millions \$, ou 3,6 %, par rapport à l'exercice précédent, du fait de la croissance des produits tirés des services de

réseau et de dépenses d'acquisition moins élevées. Le BAIIA, en excluant l'effet négatif de 10 millions \$ de Public Mobile, était de 700 millions \$, soit une hausse de 5,1 %, reflétant une marge de 45,3 %, en hausse de 40 points de base en cumul annuel.

- Les flux de trésorerie simples mobiles (BAIIA moins les dépenses d'investissement) affichent une baisse de 7 millions \$ pour atteindre 525 millions \$ pour le trimestre, du fait des investissements accrus sur le réseau à bande large et de l'effet négatif du BAIIA de Public Mobile.

### **Services filaires de TELUS**

- Les produits externes tirés des services filaires ont augmenté de 56 millions \$, ou 4,4 %, pour atteindre 1,34 milliard \$ au premier trimestre de 2014, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance a été générée par un produit des transmissions de données en hausse, en partie compensé par une chute des produits des services de transmission de la voix traditionnels.
- Les produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données ont progressé de 78 millions \$, ou 10 %, ce qui s'explique essentiellement par la forte croissance du nombre d'abonnés à TELUS TV ainsi qu'aux services Internet haute vitesse, associée à la hausse des PMAA des services TV et Internet haute vitesse, et aux augmentations des produits des services de transmission de données améliorés, et des services de TELUS Health.
- Le nombre total net de 27 000 nouveaux abonnés au service de télévision était en baisse de 7 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Le nombre total d'abonnés au service de télévision, soit 842 000, affiche une progression de 130 000, ou 18 % par rapport à il y a un an.
- Il y a eu 21 000 ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse, soit une augmentation de 5000 abonnés en glissement annuel. Le service haute vitesse de TELUS compte 1,4 million d'abonnés, soit 74 000, ou 5,5 % de plus qu'au dernier exercice.
- Le nombre total de lignes d'accès au réseau (LAR) est en chute de 24 000 lignes par rapport aux 43 000 lignes de l'exercice précédent. Le nombre total de 3,23 millions de LAR était en baisse de 133 000 lignes en cumul annuel, reflétant une amélioration de 40 000 lignes par rapport à la même période il y a un an. Cette amélioration reflète le succès de nos initiatives de priorité accordée au client et de notre stratégie de services groupés compensé par le remplacement et la concurrence continue du mobile et d'Internet.
- Le BAIIA tiré des services filaires de 387 millions \$ a augmenté de 19 millions \$, ou 5,0 % en glissement annuel, attribuable à l'amélioration des marges de Optik TV et de l'Internet haute vitesse résultant des hausses du nombre d'abonnés et du PMAA, ainsi que des initiatives continues d'efficacité opérationnelle.
- Les flux de trésorerie simples du filaire (BAIIA moins les dépenses d'investissement) affichent une augmentation en glissement annuel de 21 millions \$ pour atteindre 56 millions \$ principalement attribuable à un BAIIA plus élevé. Le total des dépenses d'investissement a modestement chuté par rapport à la même période l'an dernier du fait de la concurrence des Centres de données Internet en 2013 et de dépenses d'investissement plus faibles dans les gros contrats clients mis en œuvre, partiellement compensé par des dépenses accrues pour la large bande.

### **Mary Jo Haddad et Joe Natale rejoignent le conseil d'administration de TELUS**

TELUS a le plaisir d'annoncer la nomination de Mary Jo Haddad et de Joe Natale à notre conseil d'administration. Ils seront élus lors de l'assemblée générale annuelle de TELUS du 8 mai.

Mary Jo a récemment pris sa retraite en tant que présidente et chef de la direction de The Hospital for Sick Children (SickKids) de Toronto, un poste qu'elle occupait depuis 2004. Reconnue pour son leadership innovant et son engagement dans la santé qu'elle a démontrés au cours de sa carrière éminente dans le secteur des soins de santé au Canada et aux États-Unis, Mary Jo avait auparavant occupé plusieurs postes de direction chez Sick Kids et notamment ceux de vice-présidente exécutive, de directrice de l'exploitation et de chef de direction, soins infirmiers. Diplômée avec mention de la Faculté des sciences infirmières de l'Université de Windsor, elle est également titulaire d'une maîtrise en sciences de la santé de l'Université de Toronto et d'un doctorat honorifique en droit de l'Université de Windsor. Mary Jo mettra à profit sa large expertise et ses connaissances du système des soins de santé canadiens pour aider TELUS à faire progresser sa position de leader de la gestion des informations concernant les soins de santé.

Joe Natale est le futur président et chef de la direction de TELUS. Il officiait dernièrement en tant que vice-président exécutif et directeur commercial de TELUS, où il dirigeait une équipe de 25 000 membres responsables de nos marchés clients, entreprises et en gros pour l'ensemble de nos solutions mobiles,

filaires, de divertissement et informatiques. Il a rejoint TELUS en 2003 aux postes de vice-président exécutif (VPE) et de président, Solutions d'entreprises. Par la suite, il fut promu aux fonctions de VPE et président des Solutions d'affaires et en 2009 de VPE et président des Solutions Clients. Il sera promu au poste de président et chef de la direction à la suite de l'assemblée générale annuelle. Avant de rejoindre TELUS, Joe a occupé plusieurs rôles de haute direction au sein de KPMG Consulting, et notamment ceux de directeur associé pour le Canada et de l'un des dirigeants de l'industrie mondiale. Joe est titulaire d'un baccalauréat de sciences appliquées (ingénierie électrique) de l'Université de Waterloo.

Ces nominations, associées aux récents ajouts au conseil d'administration de TELUS, reflètent l'engagement constant de TELUS pour recruter des directeurs hors du commun qui font bénéficier le conseil de leur expérience diverse et de classe mondiale.

### **Déclaration de dividende -- a augmenté de 38 cents par trimestre, en hausse de 11,8 % par rapport à l'exercice passé**

Le conseil d'administration de TELUS a déclaré un dividende trimestriel de 38 cents (0,38 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Ce dividende sera versé le 2 juillet 2014 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 10 juin 2014.

Le montant du dividende de ce deuxième trimestre représente une hausse de quatre cent, ou 11,8 %, par rapport au dividende trimestriel de 0,34 \$ versé au 2 juillet 2013.

### **TELUS**

TELUS (TSX: T, NYSE: TU) est la société de télécommunications connaissant la croissance la plus rapide au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 11,5 milliards de dollars et à 13,3 millions de connexions clients, dont 7,8 millions d'abonnés des services mobiles, 3,2 millions de lignes d'accès au réseau filaire, 1,4 million d'abonnés des services Internet et 842 000 clients du service TELUS TV. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services de protocole Internet (IP), des services de télévision, de vidéo et de divertissement, et est également le plus important fournisseur informatique des soins de santé au Canada.

En accord avec notre philosophie à donner là où nous vivons, TELUS, nos collaborateurs et employés retraités ont donné plus de 350 millions de dollars à des œuvres caritatives et offert plus de 5,4 millions d'heures de bénévolat au service des communautés locales depuis 2000. TELUS a eu l'honneur d'être désignée comme entreprise philanthropique mondiale d'exception en 2010 par l'Association des professionnels de levées de fonds, devant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette reconnaissance internationale prestigieuse..

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site [www.telus.com](http://www.telus.com).

#### **Relations avec les médias :**

Shawn Hall  
(604) 619-7913  
[shawn.hall@telus.com](mailto:shawn.hall@telus.com)

#### **Relations avec les investisseurs :**

Paul Carpino  
(647) 837-8100  
[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)

### **Accès à l'information sur les résultats trimestriels**

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la conférence téléphonique à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport annuel 2013 sur notre site Web à [telus.com/investors](http://telus.com/investors).

La conférence téléphonique de TELUS sur les résultats du premier trimestre 2014 **est fixée au 8 mai 2014 à 13h HNP (16 h HNE)** et comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à [telus.com/investors](http://telus.com/investors). Un enregistrement sera accessible par téléphone du 8 mai au 15 juin en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1154310# et le code d'accès 92105#. La webdiffusion sera également archivée à [telus.com/investors](http://telus.com/investors), et on pourra consulter la transcription de la conférence téléphonique sur le site Web après quelques jours ouvrables.

### **Assemblée annuelle des actionnaires 2014**

L'assemblée annuelle de TELUS est **programmée pour le 8 mai 2014 à 10 h HNP (13 h HNE)** au Fairmont Pacific Rim situé au 1038 Canada Place, Vancouver, C.-B. Une webdiffusion complète avec vidéo et audio sera mise à la disposition des actionnaires du monde entier sur Internet. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à [telus.com/investors](http://telus.com/investors).

**TELUS CORPORATION**

**Rapport de gestion**

**Premier trimestre de 2014**

## Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements futurs ainsi que sur la performance financière et le rendement opérationnel futurs de TELUS Corporation. Les termes TELUS, la société, « nous », « notre », « nos », « nôtre » et « nous-mêmes » se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales. Les énoncés prospectifs incluent, sans toutefois s'y limiter, des énoncés concernant les objectifs, les perspectives et les indications pour l'exercice et les mises à jour qui y sont apportées, notre programme pluriannuel de croissance des dividendes, nos programmes pluriannuels de rachat d'actions et les tendances. Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *prévoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs. Par leur nature, les énoncés prospectifs peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes et ils exigent que nous émettions des hypothèses. Il existe un risque considérable que les hypothèses, les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que le rendement, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions mentionnés. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs. Une mise à jour de nos perspectives générales et de nos hypothèses pour l'exercice 2014 est présentée à la *rubrique 9*.

Les facteurs pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère considérablement des énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport et dans les autres documents déposés par TELUS incluent, sans toutefois s'y limiter :

- La concurrence, y compris l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications établies, les nouveaux venus offrant des services sans fil évolués, l'entrée possible sur le marché de concurrents étrangers, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement émergents; davantage de concurrence au chapitre des tarifs et des marques; notre capacité à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée; les pertes de lignes d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et les volumes de fidélisation des abonnés aux services mobiles, aux services de télévision et au service Internet haute vitesse de TELUS ainsi que les coûts connexes; les pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») découlant des activités promotionnelles des concurrents et des conditions du marché; la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits interurbains liés aux services de transmission de la voix, et la disponibilité croissante des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; la capacité d'obtenir et d'offrir du contenu de données au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable; la concurrence concernant le spectre pour les services sans fil.
- Les approbations réglementaires et les changements à la réglementation, y compris le fait que le gouvernement fédéral a laissé savoir qu'il a l'intention d'accroître davantage la concurrence dans le secteur des services mobiles, de réduire les tarifs liés aux services d'itinérance offerts sur les réseaux mobiles au Canada et d'exiger un plus important dégroupage des chaînes de télévision; la recommandation du Bureau de la concurrence faite au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») selon laquelle des mesures devraient être prises pour que les nouveaux fournisseurs de services bénéficient de conditions d'accès plus favorables aux services d'itinérance; les futures enchères de licences de spectre (y compris les limites visant les fournisseurs de services sans fil titulaires, les avantages dont bénéficient les nouveaux participants et les participants étrangers ainsi que la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre); les restrictions concernant l'acquisition, la vente et le transfert de licences de spectre; l'issue de l'examen des services de gros obligatoires effectué par le CRTC, y compris la prise en compte de l'accès obligatoire des concurrents aux installations de fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné; l'intégration verticale des concurrents aux fins de la propriété du contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires; la surveillance continue des restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens et la conformité à ces restrictions; l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance; la non-harmonisation des lois provinciales visant la protection des consommateurs et le nouveau code national obligatoire du CRTC visant les services sans fil (« le Code ») qui est entré en vigueur le 2 décembre 2013; les incertitudes quant à l'issue de la contestation judiciaire concernant la rétroactivité du Code en ce qui a trait aux contrats conclus entre juin 2012 et le 2 décembre 2013; la possible hausse ou accélération de la hausse des frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés des services mobiles découlant de la mise en place de contrats d'une durée maximale de deux ans en vertu du Code.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse continue des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix, notamment le remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement comme Skype; le remplacement des services mobiles par les services Wi-Fi; les services par contournement IP (protocole Internet) qui pourraient supplanter les services de télévision et de divertissement.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui met à l'épreuve la capacité du réseau mobile et la capacité spectrale; le recours à des systèmes et à la technologie de l'information; les options au chapitre de la technologie, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre des réseaux filaires et mobiles (y compris les initiatives liées aux réseaux à large bande, telles que le déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles); le recours à des ententes de partage de réseau mobile; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'appareils mobiles; le rendement de la technologie LTE (d'après l'anglais *long term evolution*); notre capacité à remédier à notre insuffisance à court terme de spectre dans certaines régions géographiques à l'aide du spectre acquis récemment (y compris le spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz) et du redéploiement du spectre existant; notre capacité à obtenir du spectre additionnel dans le cadre des futures enchères de spectre ou auprès de tiers afin de composer avec la demande croissante visant les services de transmission de données; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits, de nouveaux services et systèmes de soutien; la fiabilité du réseau et la gestion des changements (y compris les risques liés à la migration vers de nouveaux centres de données Internet plus efficaces et la concrétisation des avantages prévus); le moment



auquel auront lieu les mises hors service de certains réseaux et services filaires existants afin de réduire les coûts d'exploitation; le moment auquel aura lieu la mise hors service des réseaux sans fil fondés sur les technologies iDEN et AMRC afin de redéployer du spectre et de réduire les coûts d'exploitation, ainsi que la migration connexe des abonnés et les risques liés à leur fidélisation; la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande; la mise à niveau réussie et l'évolution de la technologie sur laquelle se fonde TELUS TV<sup>MD</sup>, qui relèvent de tiers fournisseurs.

- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la vigueur et le caractère durable de la croissance économique au Canada, qui pourraient être touchées par des faits nouveaux d'ordre économique à l'étranger; les taux d'intérêt futurs; l'inflation; le rendement et la capitalisation des régimes de retraite de même que les taux d'actualisation; ainsi que les taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.
- Le niveau des dépenses d'investissement, y compris les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de licences de spectre ou auprès de tiers, en raison de notre stratégie de déploiement de la technologie LTE et de futures technologies mobiles, des initiatives liées aux services à large bande filaires, de la demande des abonnés visant les services de transmission de données, des nouvelles initiatives liées aux centres de données Internet et des enchères de licences de spectre tenues par Industrie Canada, notamment celles concernant les bandes de fréquence de 2 500 à 2 690 MHz prévues pour avril 2015.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris la capacité d'effectuer des refinancements.
- La capacité de maintenir le programme de croissance des dividendes aux alentours de 10 % par année jusqu'en 2016 et la capacité de maintenir et d'exécuter des programmes pluriannuels de rachat d'actions jusqu'en 2016. Ces programmes pourraient être touchés par des facteurs comme les faits nouveaux et les décisions en matière de réglementation ou émanant de gouvernements, l'environnement concurrentiel, la performance économique raisonnable au Canada, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, le niveau des dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration (le « conseil ») en fonction de la situation financière et des perspectives de la société. Les programmes de rachat d'actions pourraient être touchés par tout changement quant à notre intention de racheter des actions, ainsi que par l'évaluation et la détermination de la situation financière par le conseil de temps à autre. En conséquence, il n'existe aucune certitude que ces programmes seront maintenus jusqu'en 2016.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans un secteur hautement concurrentiel.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts similaires, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s'assurant que ces initiatives n'aient pas d'incidence négative sur les activités commerciales. Ces initiatives comprennent notre programme de bonification du bénéfice visant à soutenir une amélioration du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») de 250 millions de dollars d'ici la fin de 2015; l'intégration des activités; l'impartition des processus d'affaires, des activités internes de délocalisation et de réorganisation; les activités d'approvisionnement; et le regroupement de biens immobiliers.
- Les risques liés aux processus, y compris la dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales; notre capacité à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l'intégration des activités; la mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; notre capacité à gérer avec succès nos activités à l'étranger; les atteintes à la sécurité de l'information, y compris la perte ou le vol de données; les risques liés aux activités d'aménagement des coentreprises immobilières.
- Les questions fiscales, y compris les lois fiscales susceptibles de faire l'objet d'interprétations différentes et les interprétations effectuées par les administrations fiscales, qui pourraient différer de nos interprétations; les modifications apportées aux lois fiscales, y compris les taux d'imposition; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; la complexité des lois fiscales internationales et la conformité à ces lois.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris notre capacité à maintenir notre service à la clientèle et à exploiter nos réseaux en cas de menaces liées aux interventions humaines, telles que les attaques électroniques et les erreurs humaines; les pannes d'équipement susceptibles d'entraîner diverses interruptions du réseau; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles, les épidémies et les pandémies; l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- Les litiges et les questions d'ordre juridique, y compris notre capacité à faire en sorte que notre défense dans le cadre des recours collectifs intentés contre nous soit couronnée de succès.
- Les acquisitions ou les dessaisissements futurs, y compris notre capacité à faire en sorte que l'intégration de ces acquisitions ou les dessaisissements soient fructueux et effectués au moment opportun, et la concrétisation des avantages stratégiques prévus.
- Les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information que nous publions, y compris notre rapport annuel et notre notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation semblables au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com)) et auprès de la Securities and Exchange Commission (la « SEC ») aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov)). La rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du présent rapport de gestion est intégrée par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

## Rapport de gestion

Le 8 mai 2014

### Table des matières

Rubrique	Description
1. Introduction	1.1 Préparation du rapport de gestion 1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités 1.3 Faits saillants – données consolidées
2. Activités principales et stratégie	
3. Catalyseurs clés de rendement	
4. Capacités	4.1 Principaux marchés et concurrents 4.2 Ressources opérationnelles 4.3 Situation de trésorerie et sources de financement 4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière
5. Analyse des résultats d'exploitation	5.1 Généralités 5.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et tendances 5.3 Résultats d'exploitation consolidés 5.4 Secteur des services mobiles 5.5 Secteur des services filaires
6. Évolution de la situation financière	
7. Situation de trésorerie et sources de financement	7.1 Aperçu 7.2 Entrées liées aux activités d'exploitation 7.3 Sorties liées aux activités d'investissement 7.4 Sorties liées aux activités de financement 7.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement 7.6 Facilités de crédit 7.7 Vente de créances clients 7.8 Notations du crédit 7.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels 7.10 Information sur les actions en circulation 7.11 Transactions entre parties liées
8. Questions comptables	8.1 Estimations comptables critiques 8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables
9. Perspectives générales et hypothèses	
10. Risques et gestion des risques	10.1 Questions de réglementation
11. Définitions et rapprochements	11.1 Mesures financières non définies par les PCGR 11.2 Indicateurs opérationnels – services mobiles

## 1. Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

### 1.1 Préparation du rapport de gestion

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et de la performance financière consolidées de TELUS pour le trimestre clos le 31 mars 2014, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés de TELUS au 31 mars 2014 (les « états financiers consolidés intermédiaires »). Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Nos états financiers consolidés intermédiaires sont conformes aux IFRS de l'IASB et aux PCGR du Canada, et ils ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*. L'utilisation du terme IFRS dans le présent rapport de gestion fait référence à ces normes. Dans notre analyse, nous utilisons également certaines mesures financières non définies par les PCGR, telles que le BAIIA, pour évaluer notre rendement, pour surveiller le respect des clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Ces mesures sont définies clairement et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables à la *rubrique 11.1*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été revus par le comité d'audit de TELUS, et le conseil d'administration de cette dernière a approuvé leur publication le 8 mai 2014.

### 1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités

#### Économie

Nous estimons que la croissance de l'économie au Canada s'élèvera à 2,3 % en 2014 et à 2,5 % en 2015, selon une combinaison d'estimations formulées par des banques canadiennes et d'autres sources. Dans son Rapport sur la politique monétaire d'avril 2014, la Banque du Canada prévoit que la croissance estimative de l'économie canadienne s'élèvera à 2,5 % en 2014 et en 2015. Selon l'Enquête sur la population active publiée par Statistique Canada pour le mois de mars 2014, le taux de chômage au pays s'est élevé à 6,9 % (7,2 % en décembre et en mars 2013).

#### Réglementation

##### *Prochaines instances réglementaires*

Le CRTC a annoncé qu'il compte tenir des instances publiques ayant notamment pour objet l'examen des services de gros mobiles et filaires, y compris le bien-fondé de rendre obligatoire l'accès par les concurrents aux services de fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné, les services par satellite et les autres services de transport, les services de base élargis, le régime de subvention, le mécanisme national de contributions, les services mobiles de gros et les frais pour les factures papier. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *rubrique 10.1*, « *Questions de réglementation* ».

### 1.3 Faits saillants – données consolidées

#### Changements au sein de l'équipe de direction

Le 31 mars 2014, nous avons annoncé que M. Brian Canfield a décidé de prendre sa retraite et de quitter son poste de président du conseil d'administration de TELUS et de ne pas se représenter à l'assemblée générale annuelle de TELUS devant avoir lieu le 8 mai 2014. Par suite du départ à la retraite de M. Canfield, M. Darren Entwistle occupera le poste de président dirigeant du conseil d'administration, et M. R.H. (Dick) Auchinleck, le poste d'administrateur principal indépendant. Par ailleurs, M. Joe Natale sera promu au poste de président et chef de la direction avec prise d'effet le 8 mai 2014, et il relèvera du président dirigeant du conseil d'administration. Le conseil a également nommé M. Natale comme candidat au poste d'administrateur lors de l'assemblée générale annuelle. Le conseil a créé de nouvelles descriptions de poste concernant les postes de président dirigeant du conseil d'administration, d'administrateur principal et de président et chef de la direction, comme il est décrit dans la circulaire d'information 2014 de TELUS. En sa qualité de président dirigeant du conseil d'administration, M. Entwistle exercera des fonctions au sein du conseil et de l'équipe de direction, tandis que M. Auchinleck, en sa qualité d'administrateur principal indépendant, sera chargé de s'assurer que le conseil exerce ses fonctions indépendamment de la direction, au moment et de la manière exigés.

## **Enchères de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz**

Industrie Canada a tenu les enchères de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz au cours du trimestre clos le 31 mars 2014. Le produit qu'Industrie Canada a tiré de ces enchères s'élève à 5,27 milliards de dollars (2,63 \$/MHz/personne vivant dans une zone de population), soit un montant supérieur au produit de 4,3 milliards de dollars (1,55 \$/MHz/personne vivant dans une zone de population) enregistré dans le cadre des enchères de spectre pour les services sans fil évolués tenues en 2008. Nous avons acquis 30 licences de spectre à l'échelle du Canada, équivalentes à une moyenne nationale de 16,6 MHz, pour un montant d'environ 1,14 milliard de dollars. Conformément aux modalités des enchères, un montant de 229 millions de dollars, soit une tranche de 20 % du coût d'acquisition, a été versé à Industrie Canada le 5 mars 2014, et la tranche résiduelle de 914 millions de dollars a été versée le 2 avril 2014. Le montant de 229 millions de dollars versé relativement aux licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz est présenté à titre de *dépôts relatifs aux licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz* dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière, car nous n'étions pas autorisés à utiliser, à des fins commerciales, ces licences au 31 mars 2014. Ultérieurement au 31 mars 2014, nous reclasserons les licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz dans les immobilisations incorporelles, puisque Industrie Canada a, le 2 avril 2014, déterminé que nous sommes admissibles en qualité d'entreprise de radiocommunications, que nous nous conformons aux règles canadiennes sur la propriété et le contrôle, et que nous pouvons donc utiliser les licences à des fins commerciales.

## **Nouvelle émission de titres de créance de 1 milliard de dollars**

Le 4 avril 2014, nous avons annoncé la clôture d'une émission de titres de créance visant des billets de premier rang non garantis de 1 milliard de dollars en deux séries, soit des billets à 3,20 % d'un montant de 500 millions de dollars échéant le 5 avril 2021 et des billets à 4,85 % d'un montant de 500 millions de dollars échéant le 5 avril 2044. Le produit net a servi à rembourser un emprunt d'environ 914 millions de dollars effectué le 2 avril 2014 pour financer la tranche résiduelle de 80 % du prix d'achat des licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, et il sera également utilisé aux fins générales de la société. Ces émissions de titres de créance ont accru la durée moyenne à l'échéance de la dette à long terme (excluant le papier commercial), la portant à environ 10,3 ans, comparativement à 5,5 ans à la fin de 2012, et elles ont réduit le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial), le ramenant à environ 4,89 %, comparativement à 5,44 % à la fin de 2012.

## **Programmes de rachat d'actions**

Le 12 décembre 2013, la Bourse de Toronto (la « TSX ») a approuvé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant à racheter et à annuler, en 2014, un nombre maximal de 16 millions de nos actions ordinaires, pour un montant maximal de 500 millions de dollars. Ces rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la TSX, de la Bourse de New York (« NYSE »), d'autres types de plateformes de négociation ou autrement, dans la mesure permise par les lois et règlements sur les valeurs mobilières applicables, au cours de la période s'échelonnant du 2 janvier 2014 au 31 décembre 2014. Ce nombre d'actions représente environ 2,6 % des actions ordinaires en circulation de TELUS à la date à laquelle l'avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été déposé auprès de la TSX, et elles seront rachetées seulement au moment souhaité et si nous le jugeons souhaitable. Au 30 avril 2014, en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2014, nous avons racheté environ 5,4 millions d'actions ordinaires à des fins d'annulation pour 202 millions de dollars, soit un prix moyen de 37,45 \$ par action.

Pour de plus amples renseignements sur notre programme pluriannuel de rachat d'actions, se reporter à la rubrique 4.3. Se reporter également à « *La capacité de maintenir et d'exécuter des programmes pluriannuels de rachat d'actions jusqu'en 2016* », à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

## Faits saillants – données consolidées

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2014	2013	Variation
<b>Comptes consolidés de résultat</b>			
Produits d'exploitation	2 895	2 756	5,0 %
Bénéfice d'exploitation	614	583	5,3 %
Bénéfice avant impôt	512	487	5,1 %
Bénéfice net	377	362	4,1 %
Bénéfice net par action de participation <sup>1</sup>			
Bénéfice par action (BPA) de base (en dollars)	0,61	0,56	8,9 %
BPA dilué (en dollars)	0,60	0,55	9,1 %
Dividendes déclarés par action de participation <sup>1</sup> (en dollars)	0,36	0,32	12,5 %
Nombre moyen pondéré d'actions de participation <sup>1</sup> en circulation, de base (en millions)	622	653	(4,7) %
<b>Tableaux consolidés des flux de trésorerie</b>			
Entrées liées aux activités d'exploitation	598	729	(18,0) %
Sorties liées aux activités d'investissement	(827)	(536)	(54,3) %
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) <sup>2</sup>	(496)	(467)	(6,2) %
Sorties liées aux activités de financement	(55)	(278)	80,2 %
<b>Autres faits saillants</b>			
Nombre de connexions d'abonnés <sup>3</sup> (en milliers)	13 329	13 150	1,4 %
BAIIA <sup>4</sup>	1 077	1 034	4,2 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA <sup>4</sup>	8	11	(27,3) %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires <sup>4</sup>	1 085	1 045	3,8 %
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires <sup>5</sup> (en %)	37,5	37,9	(0,4) pt
Flux de trésorerie disponibles <sup>4</sup>	291	358	(18,7) %
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (fois) <sup>4</sup>	1,97	1,67	0,3 pt

Abréviations utilisées dans le rapport de gestion : n.s. – non significatif; pts – points de pourcentage

1. Actions de participation : actions ordinaires depuis le 4 février 2013; actions ordinaires et actions sans droit de vote avant le 4 février 2013.
2. Les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, compte non tenu des licences de spectre, présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie.
3. Le total du nombre d'abonnés actifs aux services mobiles (excluant les abonnés de Public Mobile, qui sont tous des abonnés des services prépayés), de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK<sup>MC</sup> et abonnés au service TELUS TV Satellite<sup>MD</sup>) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnés aux services machine à machine sont exclus des résultats portant sur le nombre d'abonnés, conformément aux nouvelles pratiques de l'industrie. Le nombre de connexions d'abonnés cumulatif tient compte d'un ajustement du solde d'ouverture effectué le 1<sup>er</sup> avril 2013 afin d'éliminer environ 76 000 abonnés aux services machine à machine. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2013, nous avons ajusté, sur une base prospective, le nombre d'abonnés des services mobiles postpayés de manière à supprimer les abonnés du service Mike<sup>MD</sup>, étant donné que nous avons cessé de commercialiser les produits Mike et que nous avons amorcé la mise hors service du réseau iDEN. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient compte d'un ajustement au 1<sup>er</sup> octobre 2013 effectué de manière à supprimer environ 94 000 abonnés au service Mike du nombre d'abonnés des services mobiles postpayés, nombre qui représente selon nous les abonnés qui ne sont pas susceptibles de migrer vers nos nouveaux services.
4. Mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1.
5. BAIIA (excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires) en pourcentage des produits d'exploitation.

## Faits saillants de l'exploitation

- Les **produits d'exploitation consolidés** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 139 millions de dollars, ou 5,0 %, au premier trimestre de 2014. Les produits tirés des services de réseau mobile se sont accrus de 72 millions de dollars, ou 5,3 %, au premier trimestre de 2014, en raison des ajouts d'abonnés, de l'utilisation accrue des services de transmission de données, de l'accroissement des volumes de services de transmission de données en itinérance, ainsi que des produits tirés de Public Mobile. Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 78 millions de dollars, ou 10 %, au premier trimestre de 2014, résultat qui tient à la croissance des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés, des services TELUS TV ainsi que des services TELUS Santé. Cette augmentation des produits tirés des services filaires de transmission de données a été neutralisée en partie par la diminution continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants. En excluant Public Mobile, les produits d'exploitation consolidés se sont élevés à 2 871 millions de dollars, soit une hausse de 4,2 % par rapport au premier trimestre de 2013.

En excluant Public Mobile, les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») combinés tirés des services mobiles se sont établis à 61,24 \$ au premier trimestre de 2014, soit une hausse de 1,20 \$, ou 2,0 %, par rapport au premier trimestre de 2013, en raison de l'utilisation accrue des services de transmission de données et des services d'itinérance, ainsi que de la plus importante composition des abonnés des services postpayés, facteurs neutralisés en partie par une réduction des produits tirés des services de transmission de la voix. Les abonnés des services postpayés représentent 87 % du total du nombre d'abonnés au 31 mars 2014, par rapport à 85,7 % au premier trimestre de 2013.

- Au cours de la période de 12 mois close le 31 mars 2014, le nombre de connexions d'abonnés a augmenté de 179 000, compte tenu des ajustements au titre des services mobiles effectués au 1<sup>er</sup> avril 2013 relativement aux abonnés aux services machine à machine et ceux effectués au 1<sup>er</sup> octobre 2013 relativement aux abonnés au service Mike. Cela représente une hausse de 1,5 % du nombre d'abonnés aux services mobiles (en excluant les abonnés de Public Mobile), une croissance de 18 % du nombre d'abonnés au service TELUS TV et une croissance de 5,5 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, résultats neutralisés en partie par la réduction de 4,0 % du total des lignes d'accès au réseau.

Les ajouts nets d'abonnés aux services mobiles postpayés se sont établis à 48 000 au premier trimestre de 2014, par rapport à 59 000 au premier trimestre de 2013. Cette baisse résulte du ralentissement de la croissance au sein de l'industrie et d'une vive concurrence, facteurs neutralisés en partie par une diminution du taux de désabonnement qui s'explique par nos initiatives accordant la priorité aux clients et par nos efforts déployés pour fidéliser les abonnés. Le taux de désabonnement des abonnés des services postpayés s'est établi à 0,99 %, en baisse par rapport à 1,11 % au premier trimestre de 2013.

- Le **BAIIA** s'est accru d'un exercice à l'autre de 43 millions de dollars, ou 4,2 %, au premier trimestre de 2014. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 40 millions de dollars, ou 3,8 %, au premier trimestre de 2014, résultat qui reflète la croissance des produits tirés du réseau mobile et les produits tirés des services filaires de transmission de données. Le BAIIA consolidé excluant Public Mobile s'est chiffré à 1 087 millions de dollars, soit une hausse de 5,1 % par rapport au premier trimestre de 2013.
- Le **bénéfice d'exploitation** a augmenté d'un exercice à l'autre de 31 millions de dollars, ou 5,3 %, au premier trimestre de 2014, en raison de la hausse du BAIIA, facteur neutralisé en partie par l'augmentation du total de la dotation aux amortissements.
- Le **bénéfice avant impôt** a augmenté d'un exercice à l'autre de 25 millions de dollars, ou 5,1 %, au premier trimestre de 2014. La hausse du bénéfice d'exploitation a été neutralisée en partie par l'accroissement des coûts de financement, lequel découle de l'augmentation de l'encours de la dette à long terme et de la réduction des produits d'intérêts, facteurs neutralisés en partie par la diminution du montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel.
- L'**impôt sur le résultat** a augmenté d'un exercice à l'autre de 10 millions de dollars, ou 8,0 %, au premier trimestre de 2014, reflétant principalement la hausse du bénéfice avant impôt et l'augmentation du taux d'imposition prévu par la loi moyen pondéré.
- Le **bénéfice net** a augmenté d'un exercice à l'autre de 15 millions de dollars, ou 4,1 %, au premier trimestre de 2014. En excluant Public Mobile, le bénéfice net s'est accru de 24 millions de dollars, ou 6,6 %.
- Le **bénéfice par action (BPA) de base** a augmenté d'un exercice à l'autre de cinq cents, ou 8,9 %, au premier trimestre de 2014. En excluant Public Mobile, le BPA de base a augmenté de six cents, ou 10,7 %. Une tranche d'environ trois cents de l'augmentation du BPA de base d'un exercice à l'autre tient à la réduction du nombre d'actions découlant de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, et la tranche restante découle de l'accroissement du BAIIA.
- Les **dividendes déclarés par action de participation** ont totalisé 36 cents au premier trimestre de 2014, en hausse de 12,5 % par rapport au premier trimestre de 2013. Le 7 mai 2014, le conseil a déclaré un dividende trimestriel de 38 cents par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société, payable le 2 juillet 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juin 2014. Le dividende par action de 38 cents déclaré pour le deuxième trimestre de 2014 reflète une augmentation de 4 cents, ou 12 %, par rapport au dividende du deuxième trimestre de 2013, ce qui est conforme à notre programme de croissance des dividendes décrit à la *rubrique 4.3*.

- **Incidences de l'acquisition de Public Mobile Holdings Inc.**

Le 29 novembre 2013, nous avons acquis 100 % de Public Mobile, un exploitant canadien de téléphonie mobile dont les principaux marchés se trouvent à Toronto et à Montréal. Cet investissement a pour objectif d'accroître notre secteur des services mobiles, et notamment d'acquies des licences de spectre additionnelles. La migration des clients de Public Mobile vers notre réseau 4G devrait débuter en mai et prendre fin en août 2014.

L'apport de Public Mobile à nos résultats financiers pour le trimestre clos le 31 mars 2014 s'est traduit par une augmentation de 24 millions de dollars des produits du secteur des services mobiles, par une diminution de 10 millions de dollars du BAIIA du secteur des services mobiles et par une réduction de 9 millions de dollars, ou environ un cent par action, du bénéfice net.

#### **Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement**

- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires)** au 31 mars 2014 était de 1,97 fois, en hausse par rapport à 1,84 fois au 31 décembre 2013, résultat qui tient au fait que l'accroissement de la dette nette a été neutralisé en partie seulement par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Ce ratio demeure dans notre fourchette à long terme visée, qui est de 1,50 à 2,00 fois. Nous nous attendons à ce que ce ratio sorte légèrement de la fourchette à long terme visée par notre politique à la fin du deuxième trimestre de 2014, en raison du financement de l'acquisition de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, mais nous nous attendons à ce qu'il revienne dans cette fourchette à moyen terme, car nous sommes d'avis que la ligne directrice de notre politique contribue au maintien des notations du crédit de première qualité qui nous sont attribuées. Bien que le ratio puisse temporairement excéder la fourchette à long terme visée, nous nous attendons à respecter les clauses restrictives de notre facilité de crédit renouvelable, en vertu desquelles nous ne pouvons laisser le ratio de levier financier consolidé de TELUS dépasser 4:1.
- Les **entrées liées aux activités d'exploitation** ont diminué d'un exercice à l'autre de 131 millions de dollars au premier trimestre de 2014. La diminution découle principalement de la hausse des paiements d'impôt sur le résultat et des variations du fonds de roulement, facteurs qui ont largement neutralisé la croissance du BAIIA.
- Les **sorties liées aux activités d'investissement** se sont accrues d'un exercice à l'autre de 291 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison principalement de la hausse des dépenses d'investissement et du dépôt relatif à l'acquisition de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz. Les **dépenses d'investissement** (excluant les licences de spectre) ont augmenté d'un exercice à l'autre de 29 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison essentiellement des investissements continus dans l'infrastructure à large bande pour les services filaires et les services mobiles, dans les initiatives visant la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos initiatives accordant la priorité aux clients, et dans des initiatives visant à préparer le réseau et les systèmes à la mise hors service future d'actifs existants.
- Les **sorties liées aux activités de financement** se sont établies à 55 millions de dollars au premier trimestre de 2014, résultat qui reflète les rachats d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2014, les versements de dividendes ainsi que la réduction des emprunts à court terme, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement du papier commercial (se reporter à la *rubrique 7.4*). En comparaison, les sorties liées aux activités de financement se sont élevées à 278 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en raison des versements de dividendes et de la réduction nette du papier commercial.

Au cours du premier trimestre de 2014, le montant en trésorerie qui revient aux actionnaires s'est établi à 381 millions de dollars, et se compose d'un montant de 222 millions de dollars au titre des dividendes versés et d'un montant de 159 millions de dollars au titre des rachats d'actions. Pour des renseignements plus détaillés sur notre programme pluriannuel de croissance des dividendes et sur notre programme pluriannuel de rachat d'actions, se reporter à la *rubrique 4.3* et à la *rubrique 7.4*.

- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont établis à 291 millions de dollars au premier trimestre de 2014, soit une diminution d'un exercice à l'autre de 67 millions de dollars. Cette diminution est principalement attribuable à la hausse des paiements d'impôt sur le résultat et à l'augmentation des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre), facteurs neutralisés en partie par la croissance du BAIIA.

## 2. Activités principales et stratégie

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Nos activités principales sont décrites dans notre rapport de gestion annuel 2013.

### Impératifs stratégiques

Depuis 2000, nous avons maintenu une orientation stratégique constante visant à tirer parti de la puissance d'Internet afin d'apporter aux Canadiens les meilleures solutions au foyer, au travail, et en mouvement. Nous nous concentrons sur nos principales activités de télécommunications au Canada, qui sont étayées par notre centre de service à la clientèle international et par nos capacités en matière d'impartition.

En 2000, nous avons formulé six impératifs stratégiques qui demeurent pertinents en ce qui a trait à la croissance future, en dépit de l'évolution des contextes réglementaire, technologique et concurrentiel. Ces six impératifs stratégiques continuent d'orienter nos interventions et de contribuer à l'atteinte de nos objectifs financiers. Pour que des progrès soient réalisés relativement à ces initiatives stratégiques à long terme et afin de composer avec les occasions et les défis qui se présentent à court terme, nous établissons de nouveaux objectifs à chaque exercice, lesquels font l'objet d'une analyse plus détaillée à la *rubrique 3*.

#### **Cibler inlassablement les marchés en croissance pour les services de transmission de données, IP et mobiles**

Les produits tirés des services mobiles externes et des services filaires de transmission de données ont totalisé 2,4 milliards de dollars au premier trimestre de 2014, soit une hausse de 161 millions de dollars, ou 7,2 %, par rapport au premier trimestre de 2013. Les produits tirés des services filaires de transmission de la voix et autres produits ainsi que les autres produits d'exploitation ont diminué de 22 millions de dollars, ou 4,2 %, par rapport au premier trimestre de 2013. Les produits tirés des services mobiles et des services filaires de transmission de données représentent 83 % des produits consolidés de TELUS au premier trimestre de 2014, par rapport à 81 % au premier trimestre de 2013.

#### **Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents**

En février 2014, nous avons annoncé le lancement de l'Application Paiement mobile CIBC destinée aux appareils mobiles TELUS, qui permettra à un plus grand nombre de Canadiens d'effectuer des paiements mobiles. Cette annonce repose sur notre engagement d'accorder la priorité aux clients en leur offrant une forme de paiement, aussi pratique que sécuritaire, axée sur la technologie mobile.

#### **Se doter de moyens nationaux pour les services de transmission de données, IP, de transmission de la voix et mobiles**

En 2014, nous prévoyons continuer d'investir dans l'élargissement et la mise à niveau de l'infrastructure à large bande et du réseau 4G LTE, ainsi que dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.

En janvier et en février 2014, nous avons participé aux enchères de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz tenues par Industrie Canada et nous avons acquis des licences de spectre équivalentes à une moyenne nationale de 16,6 MHz (se reporter à « *Réglementation* », à la *rubrique 1.2*). Le spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz permet de meilleures capacités de propagation qui assurent une couverture efficace et efficiente dans les vastes régions rurales du Canada, et qui améliorent la qualité de la couverture à l'intérieur de bâtiments en milieu urbain. Outre l'acquisition, à l'échelle nationale, de 10 MHz de spectre apparié de premier ordre, nous avons acquis 10 MHz de spectre non apparié dans des marchés clés et 10 MHz additionnels de spectre apparié en Saskatchewan et en Alberta. Le spectre non apparié nous permettra de mieux composer avec les contraintes en matière de capacité en milieu urbain, et les 10 MHz additionnels de spectre apparié en Saskatchewan et en Alberta nous permettront de mieux satisfaire aux exigences de nos clients dans ces marchés.



La moyenne nationale de 16,6 MHz du spectre détenu par TELUS dans la bande de fréquence de 700 MHz a trait aux licences suivantes :

Région	Blocs de fréquence	Spectre acquis
Sud de l'Ontario, nord de l'Ontario, nord du Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador	C2	10 MHz
Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	C	10 MHz
Colombie-Britannique, Alberta, est de l'Ontario, sud du Québec, est du Québec	C, D, E	20 MHz
Saskatchewan, Manitoba	A, B, D, E	30 MHz

Nous prévoyons également participer aux enchères de licences de spectre d'Industrie Canada visant les bandes de fréquence de 2 500 à 2 690 MHz, qui devraient débuter en avril 2015.

Autres faits saillants au premier trimestre :

- À la fin du premier trimestre de 2014, notre réseau 4G LTE couvrait plus de 81 % de la population canadienne, soit une augmentation par rapport à plus de 70 % de la population au 31 mars 2013. À l'extérieur des zones de couverture du réseau LTE, les appareils fondés sur la technologie LTE que nous offrons fonctionnent également sur notre réseau HSPA+, qui couvrait 99 % de la population au 31 mars 2014.
- À la fin du premier trimestre de 2014, environ 2,8 millions de foyers en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec, comparativement à environ 2,5 millions de foyers au 31 mars 2013, bénéficiaient de notre programmation de télévision haute définition.

**Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de notre stratégie et concentrer nos ressources sur nos activités de base**

Conformément à notre priorité visant à *accroître la position de chef de file de TELUS en ce qui concerne la gestion des renseignements de santé*, nous avons, en mars 2014, acquis 100 % des actions de Med Access Inc., un chef de file des services de dossiers médicaux électroniques (« DME »). Cette société, qui est située à Kelowna, offre des services à 2 000 médecins spécialistes et médecins généralistes en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et en Ontario. Cette acquisition et les acquisitions antérieures de solutions de DME, conjuguées à notre croissance interne, ont positionné TELUS Santé comme le plus important fournisseur de solutions de DME au Canada. TELUS Santé fournit des solutions à tous les principaux intervenants du système de santé, y compris les hôpitaux, les pharmacies et les fournisseurs de services complémentaires de santé tels que les physiothérapeutes et les chiropraticiens.

Le 1<sup>er</sup> avril 2014, nous avons acquis Enode, une société spécialisée dans les technologies de l'information située à Québec, qui offre aux entreprises et aux organismes gouvernementaux des technologies et des services en matière de sécurité et de gestion des risques. Cette acquisition nous permettra d'accroître nos solutions en matière de sécurité pour les entreprises situées au Québec et partout au Canada.

En avril 2014, Data & Audio-Visual Enterprises Holdings Inc. (« Mobilicity ») a annoncé une transaction proposée assurant la poursuite des services offerts à ses clients, en vertu de laquelle TELUS acquerrait Mobilicity pour 350 millions de dollars. La transaction proposée serait mise en œuvre conformément à un plan de compromis ou d'arrangement, en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. Mobilicity exerce ses activités en vertu de cette loi depuis la fin de septembre 2013, et toute vente sera supervisée par un contrôleur nommé par le tribunal (Ernst & Young Inc.). La transaction proposée est également assujettie à diverses conditions, y compris l'approbation de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, du Bureau de la concurrence, d'Industrie Canada et des détenteurs de titres d'emprunt de Mobilicity. Il se pourrait que les conditions ne soient pas remplies ou qu'elles ne fassent pas l'objet d'une renonciation et qu'une transaction assurant la poursuite des services offerts aux clients de Mobilicity ne puisse pas être conclue.

**Pénétrer le marché comme une seule et même équipe, sous une seule marque, et en mettant en œuvre une stratégie unique**

Notre grande priorité depuis 2010 et que nous prévoyons maintenir dans un avenir prévisible est de nous concentrer d'abord sur les clients alors que nous nous efforçons d'offrir constamment une expérience client exceptionnelle et de conquérir le cœur et l'esprit des Canadiens dans le but de devenir la société la plus recommandée dans les marchés où nous offrons des services.

Nos quatre engagements en matière d'expérience client qui étayent nos objectifs internes et nos priorités et nous aident à offrir une expérience supérieure à nos clients sont les suivants :

- Nous prenons en main chaque expérience client;
- Nous travaillons en équipe pour respecter nos promesses;
- Nous tirons des leçons des commentaires fournis par nos clients et prenons des mesures pour nous améliorer, chaque jour;
- Nous sommes aimables, serviables et pleins de sollicitude.

### 3. Catalyseurs clés de rendement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Nous confirmons nos priorités ou en établissons de nouvelles à chaque exercice en vue de faire progresser les impératifs stratégiques à long terme de TELUS et de nous pencher sur les occasions d'affaires et les défis à court terme.

#### Priorités de la société pour 2014

Fournir aux clients des produits alignés sur la promesse de marque « le futur est simple<sup>MD</sup> » de TELUS en accordant la priorité aux clients, et chercher à atteindre notre place de chef de file mondial pour ce qui est de la probabilité que nos clients recommandent nos produits, nos services et les membres de notre équipe

Rehausser notre culture gagnante afin de bénéficier d'un avantage concurrentiel soutenu, notamment en donnant avec compassion aux collectivités que nous servons

Améliorer notre fiabilité, notre efficacité et notre efficacité opérationnelles

Accroître notre avantage concurrentiel en faisant preuve d'un leadership technologique fiable et axé sur les clients

Accroître la position de chef de file de TELUS dans ses marchés choisis des entreprises et du secteur public

Accroître la position de chef de file de TELUS en ce qui concerne la gestion des renseignements de santé

### 4. Capacités

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

#### 4.1 Principaux marchés et concurrents

Une description de nos principaux marchés, de même qu'un aperçu de la concurrence, sont présentés à la *rubrique 4.1* de notre rapport de gestion annuel 2013.

#### 4.2 Ressources opérationnelles

Nos ressources opérationnelles sont décrites à la *rubrique 4.2* de notre rapport de gestion annuel 2013.

#### 4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

##### Politiques financières liées à la structure du capital

Nous gérons le capital dans le but de maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût et la disponibilité du capital en fonction d'un risque acceptable.

Dans notre définition du capital et aux fins de la gestion du capital, nous incluons les actions ordinaires (excluant le cumul des autres éléments du résultat global), la dette à long terme (y compris tous les actifs ou passifs de couverture connexes, déduction faite des montants inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat global), la trésorerie et les placements temporaires, ainsi que les créances clients titrisées.

Nous gérons notre structure du capital et ajustons celle-ci en fonction des variations de la conjoncture et des risques liés à notre infrastructure de télécommunications. Afin de maintenir ou d'ajuster notre structure du capital, nous pouvons ajuster le montant des dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires de TELUS, pouvons racheter des actions à des fins d'annulation dans le cadre d'offres permises de rachat dans le cours normal des activités, pouvons émettre de nouvelles actions, pouvons émettre de nouveaux titres de créance, pouvons émettre de nouveaux titres de créance afin de remplacer une dette existante dotée de caractéristiques différentes, ou pouvons accroître ou réduire le montant des créances clients vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance.

Nous surveillons le capital au moyen de diverses mesures, notamment le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires, ainsi que le ratio de distribution. Se reporter aux descriptions, à la rubrique 11.1.

## Plan financier et plan de gestion de la structure du capital

### Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital

#### Payer des dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires de TELUS en vertu de notre programme pluriannuel de croissance des dividendes

- Le 7 mai 2014, un dividende pour le deuxième trimestre de 38 cents par action a été déclaré sur nos actions ordinaires émises et en circulation; ce dividende est payable le 2 juillet 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juin 2014. Le dividende déclaré pour le deuxième trimestre de 2014 reflète une hausse de 12 % par rapport au dividende de 34 cents par action versé en juillet 2013.

#### Racheter des actions ordinaires de TELUS dans le cadre de nos programmes pluriannuels de rachat d'actions

- Le 12 décembre 2013, la TSX a approuvé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant à racheter et à annuler, en 2014, un nombre maximal de 16 millions de nos actions ordinaires, pour un montant maximal de 500 millions de dollars. Ces rachats seront effectués par l'intermédiaire de la TSX, de la NYSE, d'autres types de plateformes de négociation ou autrement, dans la mesure permise par les lois et règlements sur les valeurs mobilières applicables, au cours de la période s'échelonnant du 2 janvier 2014 au 31 décembre 2014. Ce nombre d'actions représente environ 2,6 % des actions ordinaires en circulation de TELUS à la date à laquelle l'avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été déposé auprès de la TSX, et les actions seront rachetées seulement au moment souhaité et si nous le jugeons souhaitable. En vertu des règles de la TSX, le nombre maximal d'actions ordinaires qui peuvent être rachetées au cours d'un même jour de Bourse à la TSX est de 421 589 (soit 25 % du volume de transactions quotidien moyen relatif aux actions ordinaires de TELUS pour le semestre précédant la date à laquelle l'avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été déposé auprès de la TSX, sous réserve de certaines restrictions liées aux achats en bloc. Au 30 avril 2014, nous avons racheté, à des fins d'annulation, environ 5,4 millions d'actions ordinaires pour 202 millions de dollars, au prix moyen de 37,45 \$ par action, en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités.
- Nous avons également mis en place un programme de rachat d'actions automatique avec un courtier, qui nous permettra de racheter des actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités à des moments auxquels nous ne serions pas autorisés à négocier nos actions pendant les périodes internes d'interdiction de transiger, y compris les périodes trimestrielles prévues à cet effet. Les rachats seront déterminés par le courtier à sa seule discrétion, selon les paramètres établis par TELUS avant toute période d'interdiction de transiger, conformément aux règles de la TSX, aux lois sur les valeurs mobilières applicables et aux conditions de l'accord conclu entre le courtier et TELUS. Le programme de rachat d'actions automatique a été approuvé par la TSX et exécuté le 2 janvier 2014; il pourrait être exécuté de temps à autre par la suite. Tous les autres rachats d'actions en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront effectués au gré de la société.
- Rien ne garantit que nous exécuterons notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2014, ni que nous renouvelerons notre offre pour 2015 et 2016. Se reporter à « *La capacité de maintenir et d'exécuter des programmes pluriannuels de rachat d'actions jusqu'en 2016* », à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

#### Utiliser le produit des créances clients titrisées (emprunts à court terme), les facilités bancaires, le papier commercial et le réinvestissement des dividendes, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie

- Le produit des créances clients titrisées s'est élevé à 100 millions de dollars au premier trimestre de 2014, par rapport à 400 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013.
- Nous avons augmenté l'encours du papier commercial, le portant de néant au 31 décembre 2013 à 626 millions de dollars au 31 mars 2014, afin de financer le dépôt relatif au spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz et de réduire les emprunts à court terme.

#### Maintenir la conformité aux objectifs, aux politiques et aux lignes directrices sur le plan financier

- Maintenir des notations du crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+ à A-, ou des notations équivalentes – Au 8 mai 2014, les notations du crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans la fourchette visée.
- Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires de 1,50 à 2,00 fois – Se reporter à la rubrique 7.5, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».
- Indication à l'égard du ratio de distribution de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles sur une base prospective – Se reporter à la rubrique 7.5, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».
- Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars – Se reporter à la rubrique 7.6, « *Facilités de crédit* ».

#### 4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### 5. Analyse des résultats d'exploitation

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

#### 5.1 Généralités

Nos secteurs opérationnels constituant des secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle présentée à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel).

#### 5.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et tendances

##### Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T1 2014	T4 2013	T3 2013	T2 2013	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>2 895</b>	2 948	2 874	2 826	2 756	2 851	2 774	2 665
<b>Charges d'exploitation</b>								
Achat de biens et services	1 222	1 349	1 237	1 222	1 154	1 330	1 222	1 152
Charge au titre des avantages du personnel	596	648	602	606	568	603	562	543
Dotation aux amortissements	463	461	445	446	451	478	461	456
Total des charges d'exploitation	<b>2 281</b>	2 458	2 284	2 274	2 173	2 411	2 245	2 151
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>614</b>	490	590	552	583	440	529	514
Coûts de financement	102	110	109	132	96	96	96	96
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>512</b>	380	481	420	487	344	433	418
Charge d'impôt sur le résultat	135	90	125	134	125	81	110	119
<b>Bénéfice net et bénéfice net attribuable aux actions de participation</b>	<b>377</b>	290	356	286	362	263	323	299
<b>Bénéfice net par action de participation :</b>								
De base	0,61	0,47	0,56	0,44	0,56	0,40	0,49	0,46
Dilué	0,60	0,46	0,56	0,44	0,55	0,40	0,49	0,46
<b>Dividendes déclarés par action de participation<sup>1</sup></b>	<b>0,36</b>	0,36	0,34	0,34	0,32	0,32	0,305	—
<b>Entrées liées aux activités d'exploitation</b>	<b>598</b>	726	1 084	707	729	703	965	788
<b>Information supplémentaire :</b>								
BAIIA <sup>2</sup>	1 077	951	1 035	998	1 034	918	990	970
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA <sup>2</sup>	8	33	15	39	11	19	3	13
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires <sup>2</sup>	1 085	984	1 050	1 037	1 045	937	993	983
Flux de trésorerie disponibles <sup>2</sup>	291	136	365	192	358	263	426	284

1. Le dividende pour le deuxième trimestre de 2012 de 30,5 cents par action a été déclaré en février 2012.

2. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».

## Tendances

La tendance observée au chapitre des produits consolidés continue de refléter : la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés du réseau mobile, en raison de l'accroissement du nombre d'abonnés et de l'augmentation des PMAA, de l'utilisation accrue des services de transmission de données découlant de l'adoption continue de téléphones intelligents et de l'élargissement de la couverture de notre réseau LTE; ainsi que la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés des services mobiles de transmission de données, laquelle découle du service de télévision et du service Internet haute vitesse.

Les produits à la hausse tirés du réseau mobile reflètent la croissance des produits tirés des services de transmission de données, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix. La croissance des produits tirés des services de transmission de données découle de la plus importante consommation de données en raison de la prolifération des téléphones intelligents, des tablettes et des autres appareils mobiles, de l'élargissement des réseaux ainsi que de l'utilisation accrue d'applications et d'autres services mobiles de transmission de données, facteurs neutralisés en partie par l'utilisation accrue de forfaits de partage de données. La croissance des produits tirés des services de transmission de données reflète également la hausse des volumes de services d'itinérance. Par conséquent, les PMAA combinés mensuels se sont accrus d'un exercice à l'autre au cours de 14 trimestres consécutifs. La tendance au chapitre de la croissance des produits tirés des services de transmission de données est touchée par les pressions concurrentielles qui entraînent l'affectation de quantités de données plus importantes aux forfaits, y compris le partage de données, et un nombre plus élevé de forfaits de messagerie textuelle illimitée, ainsi qu'au transfert du trafic de données vers les points d'accès sans fil (Wi-Fi) qui sont de plus en plus disponibles. En juillet 2013, nous avons lancé de nouveaux forfaits de deux ans pour les services mobiles, qui pourraient avoir une incidence sur les tendances futures au chapitre des produits ainsi que sur les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés, y compris l'optimisation des forfaits d'appels et de messagerie textuelle illimités et des forfaits de partage de données des abonnés, et qui pourraient possiblement augmenter la fréquence à laquelle les abonnés mettent leurs appareils et services à jour. Au fur et à mesure que les contrats signés avant juillet 2013 arriveront à échéance et que les abonnés pourront uniquement renouveler leur contrat pour une durée maximale de deux ans, les PMAA combinés devraient augmenter au fil du temps. Toutefois, l'issue de cette situation dépend fortement de la concurrence et du comportement des consommateurs, ainsi que du choix des appareils et d'autres facteurs.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats ont, dans le passé, revêtu un caractère saisonnier aux troisième et quatrième trimestres. Ces facteurs peuvent également avoir une plus grande incidence lorsque survient le lancement d'appareils emblématiques. Le BAIIA du secteur des services mobiles affiche habituellement une baisse au quatrième trimestre, en raison de l'intensification de la concurrence et du caractère saisonnier des mises en service. Les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Dans le passé, les PMAA mensuels tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres en raison de l'utilisation accrue de ces services pendant la saison des vacances et du recours aux services d'itinérance, et des baisses séquentielles aux quatrième et premier trimestres. Le lancement de forfaits voix illimités au pays en 2013 pourrait réduire les futurs frais d'utilisation excédentaire des services interurbains et de transmission de la voix, réduisant par le fait même le caractère saisonnier des PMAA aux deuxième et troisième trimestres, mais le tout dépendra du comportement des consommateurs.

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de données reflète l'augmentation continue du nombre d'abonnés à TELUS TV (en hausse de 18 % au cours des 12 derniers mois) et la croissance des produits par client, ainsi que l'augmentation des produits tirés des services de transmission de données améliorés, des services Internet et des services d'impartition des processus d'affaires. La croissance des produits tirés des services Internet reflète l'accroissement du nombre d'abonnés à notre service Internet haute vitesse (croissance de 5,5 % au cours des 12 derniers mois) découlant de l'offre de services groupés avec le service Télé OPTIK, ainsi que la croissance des produits par client. La tendance à la baisse générale des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des lignes d'accès au réseau découle du passage continu mais en ralentissement aux services mobiles et aux services et applications IP, ainsi que de la concurrence de la part des fournisseurs offrant des services VoIP (qui comprennent des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises propriétaires d'installations. La tendance à la baisse générale au chapitre des lignes d'affaires d'accès au réseau reflète l'intensification de la concurrence sur le marché des PME, ainsi que le remplacement des lignes de transmission de la voix par les services IP et les services mobiles.

La tendance au chapitre de la charge liée aux achats de biens et services reflète l'augmentation des coûts liés au contenu découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés à TELUS TV, de même que des coûts liés au réseau et au soutien pour tenir compte de la hausse du nombre d'abonnés aux services mobiles, ainsi que le caractère saisonnier de la charge liée aux services mobiles des troisième et quatrième trimestres décrit précédemment.

La tendance au chapitre de la charge au titre des avantages du personnel tient compte de l'augmentation des charges de rémunération, facteur neutralisé par une légère diminution des coûts de restructuration au titre des initiatives liées à l'effectif, par rapport à 2013.

La baisse séquentielle de l'amortissement des immobilisations corporelles est attribuable à des ajustements mineurs découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, facteur neutralisé en partie par la croissance des immobilisations découlant des acquisitions ainsi que par l'élargissement de notre infrastructure à large bande et de la couverture de notre réseau LTE. L'augmentation de l'amortissement des immobilisations incorporelles par rapport à 2013 reflète l'accroissement des logiciels, facteur neutralisé en partie par des ajustements découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.

Les coûts de financement au deuxième trimestre de 2013 comprennent une prime de 23 millions de dollars au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme. De plus, les coûts de financement pour les huit périodes présentées comprennent divers profits ou pertes de change et des montants variables de produits d'intérêts.

La tendance observée au chapitre du bénéfice net reflète les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements liés aux variations de l'impôt sur le résultat, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes après impôt sur les redressements. La tendance au chapitre du BPA de base reflète également l'incidence des rachats d'actions en vertu de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités.

#### Ajustements liés à l'impôt sur le résultat

	T1 2014	T4 2013	T3 2013	T2 2013	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012
Incidence sur le bénéfice net (en millions de dollars)	—	12	2	(22)	5	10	3	(11)
Incidence sur le bénéfice par action (en dollars)	—	0,02	—	(0,03)	0,01	0,02	—	(0,02)

La tendance au chapitre des entrées liées aux activités d'exploitation reflète la croissance du BAIIA, déduction faite de la hausse des paiements d'intérêts et des paiements d'impôt sur le résultat. La tendance au chapitre des flux de trésorerie disponibles reflète également les facteurs relatifs aux entrées liées aux activités d'exploitation ainsi que l'accroissement des dépenses d'investissement, mais elle ne tient pas compte de l'incidence de certaines variations du fonds de roulement, notamment les créances clients et les dettes fournisseurs.

### 5.3 Résultats d'exploitation consolidés

L'analyse qui suit porte sur notre performance financière consolidée. L'information sectorielle présentée à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel). Une analyse du rendement de nos secteurs opérationnels est présentée à la rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles », à la rubrique 5.5, « Secteur des services filaires », et à la section concernant les dépenses d'investissement de la rubrique 7.3, « Sorties liées aux activités d'investissement ».

#### Produits d'exploitation

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013	Variation
Services	2 702	2 582	4,6 %
Équipement	172	161	6,8 %
Produits tirés des services et de l'équipement	2 874	2 743	4,8 %
Autres produits d'exploitation	21	13	61,5 %
	2 895	2 756	5,0 %

Les produits d'exploitation consolidés ont augmenté de 139 millions de dollars au premier trimestre de 2014, par rapport au premier trimestre de 2013.

- Les **produits tirés des services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 120 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison des produits tirés des services mobiles et des produits à la hausse tirés du service de télévision et du service Internet découlant de la croissance du nombre d'abonnés, ainsi que de l'accroissement des produits tirés du service TELUS Santé, facteurs neutralisés en partie par la baisse des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants.

- Les **produits tirés de l'équipement** se sont accrus d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au premier trimestre de 2014. Les ventes d'équipement mobile ont augmenté légèrement, résultat qui reflète l'accroissement des volumes de fidélisation d'abonnés et la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus. Les ventes d'équipement filaire sont demeurées relativement inchangées au premier trimestre de 2014, par rapport au premier trimestre de 2013.
- Les **autres produits d'exploitation** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison des profits sur placements et de l'accroissement de l'aide publique.

#### Charges d'exploitation

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013	Variation
Achat de biens et services	1 222	1 154	5,9 %
Charge au titre des avantages du personnel	596	568	4,9 %
Amortissement des immobilisations corporelles	346	347	(0,3) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	117	104	12,5 %
	2 281	2 173	5,0 %

Les charges d'exploitation consolidées ont augmenté de 108 millions de dollars au premier trimestre de 2014, par rapport au premier trimestre de 2013.

- L'**achat de biens et services** a augmenté d'un exercice à l'autre de 68 millions de dollars au premier trimestre de 2014. Cette hausse reflète l'augmentation des coûts de programmation liés aux services TELUS TV et la hausse des coûts liés au réseau et des coûts visant à soutenir la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles, ainsi que l'accroissement du coût des produits vendus relatif à TELUS Santé découlant de l'augmentation des produits d'exploitation, facteurs neutralisés en partie par la diminution des exigences en matière de main-d'œuvre externe du secteur des services filaires.
- La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 28 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison principalement de l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, facteur neutralisé en partie par la diminution des coûts de restructuration au titre des initiatives liées à l'effectif.
- L'**amortissement des immobilisations corporelles** est demeuré inchangé au premier trimestre de 2014, résultat qui tient au fait que les ajustements comptabilisés en 2013, qui découlent de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, ont été neutralisés en partie par la croissance des immobilisations (telles que les actifs liés au réseau à large bande et aux services de télévision, le réseau LTE mobile et les centres de données Internet).
- L'**amortissement des immobilisations incorporelles** a augmenté d'un exercice à l'autre de 13 millions de dollars au premier trimestre de 2014. L'augmentation est attribuable aux nouveaux logiciels administratifs et logiciels pour applications réseau et aux acquisitions, facteurs neutralisés en partie par des ajustements qui découlent de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.

#### Bénéfice d'exploitation

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013	Variation
	614	583	5,3 %

Le bénéfice d'exploitation a augmenté d'un exercice à l'autre de 31 millions de dollars au premier trimestre de 2014. Ce résultat tient compte de la hausse de 24 millions de dollars du BAIIA du secteur des services mobiles et de la hausse de 19 millions de dollars du BAIIA du secteur des services filaires, facteurs neutralisés par l'augmentation de 12 millions de dollars du total de la dotation aux amortissements.

#### Coûts de financement

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013	Variation
Charges d'intérêts	102	89	14,6 %
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	1	13	(92,3) %
Charges (produits) d'intérêts et (profits) de change	(1)	(6)	83,3 %
	102	96	6,3 %

Les coûts de financement ont augmenté d'un exercice à l'autre de 6 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison essentiellement de nos activités de refinancement aux deuxième et quatrième trimestres de 2013, du montant net des titres de créance émis au premier trimestre de 2014 et de la réduction des produits d'intérêts, facteurs neutralisés en partie par la réduction du montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel. Les activités de refinancement en 2013 ont donné lieu à l'augmentation de l'encours de notre dette à long terme et à la réduction du risque de refinancement à court terme de la dette à long terme au moyen de l'accroissement de la durée moyenne à l'échéance de notre dette à long terme (excluant le papier commercial), la portant de 5,3 ans à l'exercice précédent à environ 9,2 ans au 31 mars 2014. Le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial) s'élevait à 5,0 % au 31 mars 2014, par rapport à 5,44 % à l'exercice précédent. De plus, l'émission de titres de créance au début d'avril 2014 a donné lieu à une augmentation de la durée moyenne à l'échéance de la dette à long terme (excluant le papier commercial), la portant à environ 10,3 ans, et à la réduction du taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial), le ramenant à environ 4,89 %. L'émission par TELUS de papier commercial à court terme est garantie par une facilité de crédit à terme consentie qui, ultérieurement au 31 mars 2014, a été prorogée jusqu'au 31 mai 2019. Pour des renseignements supplémentaires, se reporter à « *Émission et remboursement de titres de créance à long terme* », à la rubrique 7.4.

- Les **charges d'intérêts** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 13 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison principalement de l'augmentation de la dette à long terme.
- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** est, pour les périodes de 2014 et de 2013, calculé en fonction du montant net de l'excédent (déficit) au titre des prestations définies aux 31 décembre 2013 et 2012, respectivement. La diminution en 2014 tient au fait que le déficit net au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel a été remplacé par un excédent nominal découlant des rendements élevés enregistrés et de l'application d'un taux d'actualisation plus élevé au 31 décembre 2013, déduction faite de l'augmentation des espérances de vie hypothétiques.
- Les **produits d'intérêts et profits de change** fluctuent d'une période à l'autre. Les produits d'intérêts se sont élevés à 1 million de dollars au premier trimestre de 2014, par rapport à 4 millions de dollars au premier trimestre de 2013. La tranche résiduelle des résultats obtenus au premier trimestre de 2013 représente le montant net des profits de change.

#### Impôt sur le résultat

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	2014	2013	Variation
Impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés	134	125	7,2 %
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	—	(1)	100,0 %
Autres	1	1	— %
	135	125	8,0 %
Taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés (en %)	26,2	25,7	0,5 pt
Taux d'imposition effectifs (en %)	26,3	25,7	0,6 pt

Les impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison de la croissance du bénéfice avant impôt et de la hausse du taux d'imposition prévu par la loi moyen pondéré, principalement l'augmentation du taux d'imposition en Colombie-Britannique.

#### Bénéfice global

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013	Variation
Bénéfice net	377	362	4,1 %
Autres éléments du résultat global :			
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	6	3	100,0 %
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – réévaluation des régimes d'avantages du personnel	162	168	(3,6) %
Bénéfice global	545	533	2,3 %



Le bénéfice global a augmenté d'un exercice à l'autre de 12 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison principalement d'une hausse de 15 millions de dollars du bénéfice net. Les éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.

#### 5.4 Secteur des services mobiles

##### Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles (en excluant Public Mobile)<sup>1</sup>

Aux 31 mars	2014	2013	Variation
<b>Abonnés<sup>1</sup></b> (en milliers) :			
Postpayés	6 799	6 603	3,0 %
Prépayés	1 019	1 100	(7,4) %
<b>Total</b>	<b>7 818</b>	<b>7 703</b>	<b>1,5 %</b>
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés <sup>1,2</sup> (en %)	87,0	85,7	1,3 pt
Population couverte par le réseau HSPA+ <sup>3</sup> (en millions)	34,9	34,3	1,7 %
Population couverte par le réseau LTE <sup>3</sup> (en millions)	28,8	24,7	16,6 %

##### Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles (en excluant Public Mobile)<sup>1</sup>

Trimestres clos les 31 mars	2014	2013	Variation
<b>Ajouts bruts d'abonnés<sup>1</sup></b> (en milliers) :			
Postpayés	234	260	(10,0) %
Prépayés	104	114	(8,8) %
<b>Total</b>	<b>338</b>	<b>374</b>	<b>(9,6) %</b>
<b>Ajouts nets d'abonnés<sup>1</sup></b> (en milliers) :			
Postpayés	48	59	(18,6) %
Prépayés	(36)	(26)	(38,5) %
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>33</b>	<b>(63,6) %</b>
<b>PMAA combinés, par mois<sup>1,4</sup></b> (en dollars)	<b>61,24</b>	<b>60,04</b>	<b>2,0 %</b>
<b>Taux de désabonnement, par mois<sup>1,4</sup></b> (en %)			
Combinés	1,39	1,48	(0,09) pt
Services postpayés	0,99	1,11	(0,12) pt
Frais d'acquisition <sup>5</sup> par ajout brut d'abonné <sup>1,4</sup> (en dollars)	375	369	1,6 %
Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau <sup>1,4</sup> (en %)	10,7	10,9	(0,2) pt

1. Lorsque cela est indiqué, les indicateurs opérationnels pour le secteur des services mobiles excluent les abonnés de Public Mobile (société acquise le 29 novembre 2013), qui sont tous des abonnés des services prépayés.
2. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnés aux services machine à machine sont exclus de ce résultat, conformément aux nouvelles pratiques de l'industrie. Le nombre d'abonnés cumulatif tient compte d'ajustements du solde d'ouverture effectués le 1<sup>er</sup> avril 2013 afin d'éliminer environ 76 000 abonnés aux services machine à machine. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2013, nous avons ajusté, sur une base prospective, le nombre d'abonnés des services mobiles postpayés de manière à supprimer les abonnés du service Mike, étant donné que nous avons cessé de commercialiser les produits Mike et que nous avons amorcé la mise hors service du réseau iDEN. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient compte d'un ajustement au 1<sup>er</sup> octobre 2013 effectué de manière à supprimer environ 94 000 abonnés au service Mike du nombre d'abonnés des services mobiles postpayés, nombre qui représente selon nous les abonnés qui ne sont pas susceptibles de migrer vers nos nouveaux services.
3. Y compris les ententes de partage de réseau conclues avec d'autres entreprises de télécommunications canadiennes.
4. Se reporter à la rubrique 11.2, « Indicateurs opérationnels – services mobiles ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.
5. Frais d'acquisition.

## Produits d'exploitation – secteur des services mobiles

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les ratios)	2014	2013	Variation
Produits tirés des services de réseau	1 443	1 371	5,3 %
Équipement et autres produits	112	101	10,9 %
Produits d'exploitation externes	1 555	1 472	5,6 %
Produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles	13	12	8,3 %
Total des produits d'exploitation <sup>1</sup>	1 568	1 484	5,7 %
Produits tirés des services de transmission de données par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	48	43	5 pts
1. Comprend les produits de 24 \$ de Public Mobile, qui se composent d'un montant de 21 \$ au titre des produits tirés des services de réseau et d'un montant de 3 \$ au titre de l'équipement et autres produits.			

Les produits du secteur des services mobiles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 84 millions de dollars, ou 5,7 %, au premier trimestre de 2014, en raison de la croissance des produits tirés des services de transmission de données. Le total tient compte des produits de 24 millions de dollars de Public Mobile au titre des produits tirés des services de réseau et de l'équipement et autres produits.

Les **produits tirés des services de réseau** provenant de clients externes se sont accrus d'un exercice à l'autre de 72 millions de dollars au premier trimestre de 2014. Les produits tirés du réseau mobile, en excluant Public Mobile, se sont établis à 1 422 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en hausse de 51 millions de dollars, ou 3,7 %, par rapport au premier trimestre de 2013.

- Les produits tirés des services de transmission de données, en excluant Public Mobile, ont augmenté d'un exercice à l'autre de 18 % au premier trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013. L'augmentation reflète la croissance du nombre d'abonnés, l'utilisation accrue des services de transmission de données découlant de l'adoption continue de téléphones intelligents, les volumes à la hausse de services de transmission de données en itinérance et l'élargissement de la couverture de notre réseau LTE, facteurs neutralisés en partie par l'utilisation accrue de forfaits de messagerie textuelle illimitée, ainsi que par la réduction des tarifs d'itinérance découlant de l'intensification de la concurrence en ce qui a trait aux forfaits de services d'itinérance aux États-Unis.
- Les produits tirés des services de transmission de la voix, en excluant Public Mobile, ont diminué d'un exercice à l'autre de 7 % au premier trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013. La diminution des produits tirés des services de transmission de la voix est imputable à l'adoption accrue de forfaits voix illimités au pays, à l'adoption continue, mais toutefois moindre, des services et fonctions de transmission de données, ainsi qu'au volume accru du nombre d'abonnés aux services de transmission de données uniquement, accessibles à l'aide de clés Internet mobile et de tablettes.
- Les PMAA combinés mensuels, en excluant Public Mobile, se sont établis à 61,24 \$ au premier trimestre de 2014, ce qui reflète une hausse de 1,20 \$, ou 2,0 %, par rapport au premier trimestre de 2013. Cette hausse est attribuable à l'utilisation accrue des services de transmission de données et des services d'itinérance, et au nombre plus élevé d'abonnés des services postpayés, facteurs neutralisés en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix et par la pénétration accrue de la marque Koodo.
- Les ajouts bruts d'abonnés, en excluant Public Mobile, se sont élevés à 338 000 au premier trimestre de 2014, ce qui reflète une diminution de 36 000 par rapport au premier trimestre de 2013. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés se sont établis à 234 000 au premier trimestre de 2014, ce qui reflète une diminution d'un exercice à l'autre de 26 000 par rapport au premier trimestre de 2013, qui découle de la plus faible croissance du marché et de la vive concurrence continue, facteurs neutralisés par les branchements plus élevés d'abonnés qui utilisent des tablettes. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés se sont établis à 104 000 au premier trimestre de 2014, ce qui reflète une diminution d'un exercice à l'autre de 10 000.
- Les ajouts nets d'abonnés, en excluant Public Mobile, se sont établis à 12 000 au premier trimestre de 2014, ce qui reflète une diminution de 21 000 par rapport au premier trimestre de 2013. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés se sont établis à 48 000 au premier trimestre de 2014, résultat qui reflète une diminution de 11 000 par rapport au premier trimestre de 2013, laquelle tient aux éléments décrits ci-dessus ayant influé sur les ajouts bruts d'abonnés, facteurs neutralisés en partie par la diminution du taux de désabonnement. Les réductions des abonnés des services prépayés se sont établies à 36 000 au premier trimestre de 2014, par rapport à 26 000 au premier trimestre de 2013. Les pertes d'abonnés des services prépayés reflètent les conversions aux services postpayés, ainsi que la vive concurrence continue découlant des forfaits initiaux moins élevés liés aux services prépayés.

- Le taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés des services postpayés est demeuré faible et s'est établi à 0,99 % au premier trimestre de 2014, en baisse par rapport à 1,11 % au premier trimestre de 2013, résultat qui tient principalement à nos initiatives accordant la priorité aux clients. Le taux de désabonnement mensuel combiné des abonnés des services mobiles, en excluant Public Mobile, s'est élevé à 1,39 % au premier trimestre de 2014, par rapport à 1,48 % au premier trimestre de 2013. L'amélioration du taux de désabonnement combiné s'explique par le maintien de nos initiatives accordant la priorité aux clients et par notre approche client transparente, qui permettent à TELUS de se différencier dans un marché très concurrentiel, ainsi que par la plus grande proportion du nombre d'abonnés qui ont opté pour les services postpayés.

Les **produits tirés de l'équipement et autres produits** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au premier trimestre de 2014. Les produits tirés de l'équipement et autres produits, en excluant Public Mobile, se sont accrus de 8 millions de dollars, en raison essentiellement de la hausse des volumes de fidélisation d'abonnés ainsi que de la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus et, dans une moindre mesure, du profit tiré de la vente d'un placement, facteurs neutralisés en partie par la diminution des ajouts bruts d'abonnés.

- Le taux d'adoption des téléphones intelligents est demeuré élevé et a représenté 75 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés au premier trimestre de 2014, par rapport à 70 % au premier trimestre de 2013. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents ont représenté 78 % des abonnés des services postpayés au 31 mars 2014, soit une hausse par rapport à 68 % à la période correspondante de l'exercice précédent. TELUS est un chef de file dans le secteur des services de télécommunications en Amérique du Nord en ce qui a trait à l'adoption de téléphones intelligents, et selon des études, le Canada se classe au troisième rang mondial au chapitre de l'adoption de téléphones intelligents parmi les sociétés répertoriées. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents génèrent des PMAA considérablement plus élevés que ceux tirés des appareils qui donnent uniquement accès aux services de messagerie textuelle et de transmission de la voix, et leur taux de désabonnement est moins élevé. Toutefois, les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés découlant de ces téléphones sont plus élevés en raison du financement élevé des appareils associé aux contrats pluriannuels conclus ou renouvelés. La plus grande proportion de téléphones intelligents vendus devrait continuer d'avoir une incidence favorable sur la croissance future des produits tirés des services de transmission de données, sur les PMAA et sur les taux de désabonnement, et se traduire par une hausse des produits d'exploitation prévus par client sur la durée de l'appareil.

Les **produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles** représentent les services fournis au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

#### Charges d'exploitation – secteur des services mobiles

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013	Variation
Achat de biens et services :			
Charges liées aux ventes d'équipement	294	282	4,3 %
Charges d'exploitation des services de réseau	193	173	11,6 %
Frais de marketing	83	90	(7,8) %
Autres <sup>1</sup>	139	116	19,8 %
Charge au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	169	157	7,6 %
<b>Charges d'exploitation du secteur des services mobiles<sup>2</sup></b>	<b>878</b>	<b>818</b>	<b>7,3 %</b>

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».

2. Comprend des charges d'exploitation liées à Public Mobile totalisant 34 \$.

Les charges du secteur des services mobiles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 60 millions de dollars au premier trimestre de 2014, par rapport à la période correspondante de 2013. Ce résultat tient compte de charges d'exploitation de 34 millions de dollars liées à Public Mobile. Les charges d'exploitation, en excluant Public Mobile, se sont accrues d'un exercice à l'autre de 26 millions de dollars, ou 3,2 %.

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 12 millions de dollars au premier trimestre de 2014. En excluant Public Mobile, l'augmentation s'est élevée à 11 millions de dollars, résultat qui reflète la hausse des volumes de fidélisation d'abonnés, ainsi que la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus aux nouveaux abonnés et aux abonnés existants.

- Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau, en excluant Public Mobile, se sont établis à 10,7 % au premier trimestre de 2014, en baisse par rapport à 10,9 % à la période correspondante de 2013. Ce résultat tient au fait que la croissance des produits tirés des services de réseau a largement neutralisé l'augmentation des volumes et des frais de fidélisation d'abonnés.

- Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné, en excluant Public Mobile, se sont élevés à 375 \$ au premier trimestre de 2014, en hausse de 6 \$ par rapport au premier trimestre de 2013. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des coûts de financement par appareil, laquelle tient en partie à l'appréciation du dollar américain, ainsi que par la hausse des commissions en raison d'une plus grande proportion de téléphones intelligents vendus.

Les **charges d'exploitation des services de réseau** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars au premier trimestre de 2014. En excluant Public Mobile, l'augmentation a été de 9 millions de dollars, en raison du fait que l'accroissement des coûts liés à l'élargissement du réseau LTE de même que l'utilisation accrue des services de transmission de données en itinérance et les charges à la hausse liées à ces services ont été neutralisés en partie par la baisse des coûts liés aux licences d'utilisation des fournisseurs.

Les **frais de marketing** ont diminué d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au premier trimestre de 2014. En excluant Public Mobile, la diminution a été de 10 millions de dollars, puisque les frais de publicité ont baissé en raison de notre capacité à maintenir une approche disciplinée en matière de promotions, par suite de l'amélioration des taux de désabonnement.

Les **autres charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 23 millions de dollars au premier trimestre de 2014. En excluant Public Mobile, l'augmentation a été de 10 millions de dollars, en raison de l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre externe et de la hausse des frais d'administration afin de soutenir la croissance du nombre d'abonnés.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 12 millions de dollars au premier trimestre de 2014. En excluant Public Mobile, l'augmentation a été de 5 millions de dollars, en raison de l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, y compris la rémunération fondée sur des actions, ainsi que de l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein pour assurer le service à la clientèle et le soutien technique afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, et de l'utilisation accrue de téléphones intelligents.

#### **BAIIA – secteur des services mobiles**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les marges)	2014	2013	Variation
BAIIA <sup>1</sup>	690	666	3,6 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA <sup>2</sup>	3	4	(25,0) %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	693	670	3,4 %
Marge du BAIIA (en %)	44,0	44,9	(0,9) pt
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (en %)	44,2	45,1	(0,9) pt

1. Tient compte d'une incidence défavorable de 10 \$ sur le BAIIA liée à Public Mobile pour le premier trimestre de 2014.

2. Tient compte d'un montant de néant lié à Public Mobile.

Le BAIIA du secteur des services mobiles a augmenté d'un exercice à l'autre de 24 millions de dollars, ou 3,6 %, au premier trimestre de 2014. Le BAIIA du secteur des services mobiles excluant Public Mobile s'est établi à 700 millions de dollars au premier trimestre de 2014, soit une hausse de 5,1 % par rapport à la période correspondante de 2013. Le BAIIA du secteur des services mobiles excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires s'est accru d'un exercice à l'autre de 23 millions de dollars, ou 3,4 %, au premier trimestre de 2014. Ces hausses du BAIIA reflètent la croissance des produits tirés des services de réseau, malgré la hausse des frais liés aux services de transmission de données en itinérance et l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre en vue de soutenir la croissance du nombre d'abonnés, facteurs neutralisés en partie par la réduction du total des coûts d'acquisition.

## 5.5 Secteur des services filaires

### Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

Aux 31 mars et pour les trimestres clos à cette date (en milliers)	2014	2013	Variation
Abonnés à Internet haute vitesse	1 416	1 342	5,5 %
Abonnés à TELUS TV	842	712	18,3 %
Lignes d'accès au réseau :			
Lignes résidentielles	1 619	1 733	(6,6) %
Lignes d'affaires	1 611	1 630	(1,2) %
Total des lignes d'accès au réseau	3 230	3 363	(4,0) %
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	21	16	31,3 %
Ajouts nets d'abonnés à TELUS TV	27	34	(20,6) %
Pertes nettes de lignes d'accès au réseau :			
Lignes résidentielles	(24)	(34)	29,4 %
Lignes d'affaires	—	(9)	100,0 %
Total des pertes de lignes d'accès au réseau	(24)	(43)	44,2 %

### Produits d'exploitation – secteur des services filaires

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013	Variation
Services et équipement de transmission de données	842	764	10,2 %
Services locaux de transmission de la voix	321	340	(5,6) %
Services interurbains de transmission de la voix	92	101	(8,9) %
Autres services et équipement	67	66	1,5 %
Produits tirés des services et de l'équipement	1 322	1 271	4,0 %
Autres produits d'exploitation	18	13	38,5 %
Produits d'exploitation externes	1 340	1 284	4,4 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	41	41	— %
Total des produits d'exploitation	1 381	1 325	4,2 %

Le total des produits du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 56 millions de dollars, ou 4,2 %, au premier trimestre de 2014, en raison de la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants.

Les **produits tirés des services et de l'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 51 millions de dollars au premier trimestre de 2014.

- Les **produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 78 millions de dollars au premier trimestre de 2014, résultat qui est principalement attribuable i) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 5,5 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse sur 12 mois, l'augmentation des produits d'exploitation par client découlant en partie de certaines hausses de tarifs et des abonnements auxquels les offres promotionnelles de lancement ne s'appliquent plus, et la croissance des services aux clients d'affaires; ii) à l'augmentation des produits tirés de TELUS TV découlant de la croissance de 18 % du nombre d'abonnés sur 12 mois et de la hausse des produits d'exploitation par client; iii) à la croissance des produits tirés de TELUS Santé.
- Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont augmenté au premier trimestre de 2014 comparativement au premier trimestre de 2013, en raison du succès dans le marché aux consommateurs et le marché d'affaires, et l'élargissement de notre empreinte dans la haute vitesse à large bande, conséquence de l'implantation ascendante due à l'adoption continue d'OPTIK TV, à l'augmentation des vitesses des services à large bande ainsi qu'aux améliorations dans le taux de désabonnement mensuel des clients. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV ont diminué au premier trimestre de 2014, par rapport au premier trimestre de 2013, en raison du fait que l'élargissement de l'accessibilité de notre couverture à large bande haute vitesse, l'accroissement des vitesses de téléchargement à large bande, l'ajout d'un important client d'affaires et l'amélioration de notre taux de désabonnement ont été neutralisés par l'incidence du ralentissement de la croissance du marché. La priorité que nous continuons d'accorder à l'élargissement de l'accessibilité de nos services Télé OPTIK et Internet haute vitesse, conjuguée au groupement de ces services, s'est traduite par une croissance du nombre combiné d'abonnés d'environ 10 % au cours des 12 derniers mois.

- Les **produits tirés des services locaux de transmission de la voix** ont reculé d'un exercice à l'autre de 19 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison de la diminution continue des produits tirés des services existants, laquelle reflète la réduction de 4,0 % des lignes d'accès au réseau au cours des 12 derniers mois.
- Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau au premier trimestre de 2014, qui se chiffrent à 24 000, soit les pertes les plus faibles enregistrées depuis le quatrième trimestre de 2005, reflètent une amélioration par rapport aux pertes de 34 000 lignes comptabilisées à l'exercice précédent. Ce résultat s'explique par le maintien de nos initiatives accordant la priorité aux clients et par l'offre de services groupés. La baisse enregistrée au cours du trimestre reflète la tendance continue, mais à la baisse, au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, y compris les pertes en faveur de concurrents, facteurs atténués en partie par le succès du service Télé OPTIK et par l'offre de services groupés.
- Les pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau au premier trimestre de 2014 sont demeurées inchangées par rapport au 31 décembre 2013, ce qui représente une amélioration considérable par rapport aux pertes de 9 000 lignes d'affaires d'accès au réseau comptabilisées au premier trimestre de 2013. Cette amélioration s'explique par nos efforts continus visant à rehausser l'expérience client.
- Les **produits tirés des services interurbains de transmission de la voix** ont diminué d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison du remplacement continu de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, des pertes de lignes d'accès au réseau et de la tendance à la baisse au chapitre du nombre de minutes par abonné des services interurbains.

Les **autres produits d'exploitation** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 5 millions de dollars au premier trimestre de 2014, résultat qui tient aux profits sur placements et à l'accroissement de l'aide publique.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services fournis au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

#### Charges d'exploitation – secteur des services filaires

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013	Variation
Achat de biens et services <sup>1</sup>	567	546	3,8 %
Charges au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	427	411	3,9 %
Charges d'exploitation du secteur des services filaires	994	957	3,9 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».

Le total des charges d'exploitation a augmenté d'un exercice à l'autre de 37 millions de dollars au premier trimestre de 2014.

- Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 21 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison essentiellement de l'augmentation des coûts de programmation liés aux services TELUS TV, facteur qui tient à l'accroissement du nombre d'abonnés et à la hausse des tarifs de programmation liés aux services de télévision, ainsi que du coût des produits vendus lié à la hausse des produits tirés de TELUS Santé, facteurs neutralisés en partie par la réduction des exigences liées à la main-d'œuvre externe.
- La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 16 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison de la hausse de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, y compris l'accroissement de la charge de rémunération fondée sur des actions, facteurs neutralisés en partie par la diminution du nombre d'employés équivalents temps plein au pays et à l'étranger au cours du dernier exercice, qui découle de nos initiatives d'efficacité opérationnelle.

#### BAIIA – secteur des services filaires

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les marges)	2014	2013	Variation
BAIIA	387	368	5,0 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA	5	7	(28,6) %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	392	375	4,3 %
Marge du BAIIA (en %)	28,0	27,8	0,2 pt
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (en %)	28,3	28,3	— pt

Le BAIIA du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 19 millions de dollars, ou 5,0 %, au premier trimestre de 2014. Le BAIIA de ce secteur excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires s'est accru de 17 millions de dollars, ou 4,3 %. Ces résultats s'expliquent essentiellement par l'amélioration des produits liés au service Internet haute vitesse, aux services de transmission de données améliorés et au service TELUS TV, en raison des abonnements auxquels les tarifs spéciaux de lancement ne s'appliquent plus, par certaines hausses de tarifs et par la croissance du nombre d'abonnés, ainsi que par les économies découlant de nos initiatives d'efficacité opérationnelle, déduction faite de la hausse des coûts de programmation liés aux services de télévision.

## 6. Évolution de la situation financière

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 31 mars 2014	Au 31 déc. 2013	Variation		Les variations survenues comprennent ce qui suit :
<b>Actifs courants</b>					
Trésorerie et placements temporaires, montant net	52	336	(284)	(85) %	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	1 426	1 461	(35)	(2) %	Diminution du délai moyen de recouvrement des débiteurs des secteurs des services mobiles et des services filaires.
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	41	32	9	28 %	Reflète les acomptes provisionnels payés, en sus des impôts sur le résultat à payer.
Stocks	300	326	(26)	(8) %	Principalement une diminution saisonnière des appareils mobiles et des pièces et accessoires en stock découlant de la baisse du nombre d'appareils en stock, neutralisée en partie par une augmentation du coût moyen des appareils du secteur des services mobiles.
Charges payées d'avance	269	168	101	60 %	Tient compte des paiements anticipés relatifs aux avantages du personnel prévus par la loi, des droits de licence pour les services mobiles et des contrats d'entretien.
Actifs dérivés	16	6	10	167 %	Ajustements de la juste valeur liés aux couvertures opérationnelles et aux couvertures des unités d'actions restreintes.
<b>Passifs courants</b>					
Emprunts à court terme	100	400	(300)	(75) %	Se reporter à la rubrique 7.7, « Vente de créances clients ».
Créditeurs et charges à payer	1 634	1 735	(101)	(6) %	Charges à payer relativement aux coûts liés à l'élargissement du réseau à large bande, et augmentation des coûts de programmation liés aux services de télévision à payer et des intérêts à payer, neutralisées par la diminution des charges au titre de la paie et autres charges salariales connexes, ainsi que par la réduction des dettes fournisseurs liées aux stocks.
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	3	102	(99)	(97) %	Charge d'impôt exigible pour le trimestre, neutralisée par le dernier acompte provisionnel au titre de l'impôt sur le résultat de 2013.
Dividendes à payer	224	222	2	1 %	—
Facturation par anticipation et dépôts de clients	745	729	16	2 %	Dépôts de clients et facturation par anticipation concernant les détaillants de services mobiles et de services filaires.
Provisions	85	110	(25)	(23) %	Reflète une diminution des montants à payer au titre de la restructuration liés à l'effectif, conjuguée à la diminution des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.
Tranche à court terme de la dette à long terme	626	—	626	n.s.	Augmentation du papier commercial utilisé pour verser un dépôt de 20 % relatif aux licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, pour réduire les emprunts à court terme, et à d'autres fins générales de la société.
Passifs dérivés courants	1	1	—	—	—

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 31 mars <b>2014</b>	Au 31 déc. 2013	Variation		Les variations survenues comprennent ce qui suit :
<b>Fonds de roulement</b> (actifs courants moins les passifs courants)	<b>(1 314)</b>	(970)	(344)	(35) %	Diminution de la trésorerie et des placements temporaires, et augmentation de la tranche à court terme de la dette à long terme en raison de l'acquisition de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, et versement d'acomptes provisionnels, neutralisés en partie par l'augmentation de l'impôt sur le résultat et des autres impôts à recevoir, par les charges payées d'avance et par la réduction des provisions.
<b>Actifs non courants</b>					
Immobilisations corporelles, montant net	<b>8 496</b>	8 428	68	1 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.3, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations corporelles</i> à la rubrique 5.3.
Immobilisations incorporelles, montant net	<b>6 546</b>	6 531	15	— %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.3, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i> à la rubrique 5.3.
Dépôts relatifs aux licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz	<b>229</b>	—	229	n.s.	Se reporter à la rubrique 1.2.
Goodwill, montant net	<b>3 750</b>	3 737	13	— %	Augmentation découlant de l'acquisition d'un fournisseur de DME, neutralisée par les ajustements apportés au goodwill lié à Public Mobile.
Coentreprises immobilières	<b>12</b>	11	1	9 %	Se reporter à la rubrique 7.11, « <i>Transactions entre parties liées</i> ».
Autres actifs non courants	<b>763</b>	530	233	44 %	Principalement une augmentation de l'actif au titre des régimes de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi découlant du rendement des actifs des régimes, et avances au titre des travaux de construction liés à la coentreprise immobilière Jardin TELUS, déduction faite des ajustements de la juste valeur aux fins de la monétisation d'actifs financiers disponibles à la vente.
<b>Passifs non courants</b>					
Provisions	<b>223</b>	219	4	2 %	Provisions liées à Public Mobile et à des questions d'ordre environnemental, neutralisées en partie par une diminution des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.
Dette à long terme	<b>7 494</b>	7 493	1	— %	Se reporter à la rubrique 7.4 pour des renseignements sur nos activités de financement en avril 2014.
Autres passifs non courants	<b>616</b>	649	(33)	(5) %	Principalement une diminution du passif au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, qui découle du rendement des actifs des régimes.
Impôt sur le résultat différé	<b>1 973</b>	1 891	82	4 %	Charge d'impôt différé, y compris les montants relatifs aux profits et pertes latents sur les dérivés et le rendement des actifs des régimes de retraite.
<b>Capitaux propres</b>					
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	<b>8 176</b>	8 015	161	2 %	Bénéfice net de 377 millions de dollars et montant de 168 millions de dollars inscrit dans les autres éléments du résultat global, déduction faite des dividendes de 224 millions de dollars déclarés et du rachat d'actions pour un montant de 159 millions de dollars en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2014.



## 7. Situation de trésorerie et sources de financement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

### 7.1 Aperçu

Au premier trimestre de 2014, nous avons versé un dépôt de 229 millions de dollars relatif aux licences de spectre acquises dans le cadre des enchères de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz ayant pris fin en février 2014. Ce montant représente 20 % du total du prix d'achat. Nous avons également versé des dividendes de 222 millions de dollars aux détenteurs d'actions de TELUS, et un montant en trésorerie de 159 millions de dollars revenant aux actionnaires, par l'entremise de rachats d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2014. Après le 31 mars 2014, nous avons versé des dividendes de 224 millions de dollars aux détenteurs d'actions de TELUS, nous avons payé le solde de 914 millions de dollars relatif à l'acquisition de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, et nous avons procédé à l'émission de 1 milliard de dollars de titres de créance à long terme. Les politiques financières liées à notre structure du capital, notre plan financier et notre compte rendu du plan financier et du plan de gestion de la structure du capital sont décrits à la *rubrique 4.3*.

#### Flux de trésorerie

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013	Variation
Entrées liées aux activités d'exploitation	598	729	(18,0) %
(Sorties) liées aux activités d'investissement	(827)	(536)	(54,3) %
(Sorties) liées aux activités de financement	(55)	(278)	(80,2) %
Diminution de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	(284)	(85)	n.s.
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	336	107	n.s.
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	52	22	136,4 %

### 7.2 Entrées liées aux activités d'exploitation

Les entrées liées aux activités d'exploitation ont diminué de 131 millions de dollars au premier trimestre de 2014.

#### Analyse des variations des entrées liées aux activités d'exploitation

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013	Variation
BAlIA (se reporter à la <i>rubrique 5.4</i> et à la <i>rubrique 5.5</i> )	1 077	1 034	43
Décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	(15)	(6)	(9)
Charge au titre des régimes à prestations définies du personnel	22	26	(4)
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(29)	(36)	7
Intérêts payés	(61)	(58)	(3)
Intérêts reçus	1	1	—
Paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	(224)	(148)	(76)
Autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(173)	(84)	(89)
Entrées liées aux activités d'exploitation	598	729	(131)

- Les paiements d'impôt, déduction faite des économies reçues, ont augmenté au premier trimestre de 2014, en raison principalement des acomptes provisionnels plus élevés découlant de l'accroissement des impôts à payer aux exercices précédents.
- Les autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation au premier trimestre de 2014 tiennent compte de l'augmentation des charges payées d'avance et de la diminution des créditeurs et charges à payer (se reporter à la *rubrique 6*, « *Évolution de la situation financière* ».)

### 7.3 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté d'un exercice à l'autre de 291 millions de dollars au premier trimestre de 2014. L'augmentation tient notamment à ce qui suit :

- Un dépôt relatif aux licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz totalisant 229 millions de dollars.
- Des acquisitions d'entreprises et des investissements connexes totalisant 37 millions de dollars, qui complètent nos secteurs d'activité existants (26 millions de dollars au premier trimestre de 2013).

- Des avances et des apports aux coentreprises immobilières d'un montant de 14 millions de dollars (4 millions de dollars au premier trimestre de 2013).
- Les paiements en trésorerie au titre des immobilisations (excluant les licences de spectre) se sont élevés à 548 millions de dollars au premier trimestre de 2014, ce qui représente une augmentation de 46 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2013. Ils se composent de ce qui suit :
  - l'augmentation des dépenses d'investissement de 29 millions de dollars (se reporter au tableau et à l'analyse ci-dessous);
  - les variations comparatives de 17 millions de dollars du fonds de roulement, qui reflètent le moment auquel les paiements relatifs aux dépenses d'investissement ont été effectués.

#### Mesures des dépenses d'investissement

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité du capital)	2014	2013	Variation
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) <sup>1</sup>			
<b>Secteur des services mobiles</b>	<b>165</b>	134	23,1 %
<b>Secteur des services filaires</b>	<b>331</b>	333	(0,6) %
	<b>496</b>	467	6,2 %
BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) <sup>2</sup>	<b>581</b>	567	2,5 %
Intensité du capital du secteur des services mobiles (en %)	<b>11</b>	9	2 pts
Intensité du capital du secteur des services filaires (en %)	<b>24</b>	25	(1) pt
Intensité du capital consolidé (en %) <sup>2</sup>	<b>17</b>	17	— pt

- |   |
|---|
| <p>1. Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie. Se reporter à la <i>note 25 b</i>) des états financiers consolidés intermédiaires.</p> <p>2. Se reporter à la <i>rubrique 11.1</i>, « <i>Mesures financières non définies par les PCGR</i> », pour les calculs et pour une description.</p> |
|---|

- Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 31 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison des investissements continus dans l'infrastructure à large bande du secteur des services mobiles et des initiatives visant la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes, afin de soutenir nos initiatives accordant la priorité aux clients. Le ratio d'intensité du capital du secteur des services mobiles s'est établi à 11 % au premier trimestre de 2014, par rapport à 9 % au premier trimestre de 2013.

La mesure de substitution des flux de trésorerie (soit le BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement) du secteur des services mobiles s'est élevée à 525 millions de dollars au premier trimestre de 2014, par rapport à 532 millions de dollars au premier trimestre de 2013, ce qui représente une diminution de 7 millions de dollars, ou 1,3 %. La diminution s'explique par l'accroissement des dépenses d'investissement et par une incidence défavorable de 10 millions de dollars sur le BAIIA découlant de Public Mobile, facteurs qui ont neutralisé l'augmentation du BAIIA tiré des autres activités d'exploitation.

- Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont diminué d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en raison de l'achèvement des centres de données Internet en 2013, ainsi que de la baisse des dépenses liées à la croissance des activités, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des dépenses liées à l'infrastructure à large bande et aux initiatives visant à préparer le réseau et les systèmes à la mise hors service future d'actifs existants. Le ratio d'intensité du capital du secteur des services filaires s'est établi à 24 % au premier trimestre de 2014, en baisse par rapport à 25 % au premier trimestre de 2013.

La mesure de substitution des flux de trésorerie (soit le BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement) du secteur des services filaires s'est établie à 56 millions de dollars au premier trimestre de 2014, soit une hausse par rapport à 35 millions de dollars au premier trimestre de 2013, ce qui représente une augmentation de 21 millions de dollars, ou 60 %. L'augmentation tient essentiellement à l'accroissement du BAIIA.

## 7.4 Sorties liées aux activités de financement

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 55 millions de dollars au premier trimestre de 2014, et à 278 millions de dollars au premier trimestre de 2013. Les activités de financement ont trait à ce qui suit :

### Dividendes versés aux détenteurs d'actions de participation

Les dividendes versés aux détenteurs d'actions de TELUS se sont élevés à 222 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en hausse de 14 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2013. L'augmentation reflète principalement la hausse du taux de dividende en vertu de notre programme de croissance des dividendes, facteur neutralisé en partie par la diminution du nombre d'actions en circulation découlant du rachat et de l'annulation d'actions dans le cadre de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités.

### Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation

Nous avons racheté environ 5,4 millions d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2014, jusqu'au 30 avril 2014. Les actions rachetées représentent environ 0,9 % des actions ordinaires en circulation avant le début de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en janvier 2014. Se reporter à la *rubrique 4.3* pour une analyse détaillée des rachats prévus jusqu'en 2016 en vertu de nos programmes de rachat d'actions pluriannuels.

#### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2014

Période	Actions ordinaires rachetées et annulées	Prix d'achat moyen par action (en dollars)	Coûts d'achat (en millions de dollars)	Variation des charges à payer (en millions de dollars)	Décaissements (en millions de dollars)
Premier trimestre	4 312 200	37,22	161	(2)	159
Avril	1 071 500	38,38	41	(4)	37
Total	5 383 700	37,45	202	(6)	196

### Emprunts à court terme

Les emprunts à court terme comprennent principalement les sommes qui nous sont avancées par une fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement au transfert des opérations de titrisation de créances (se reporter à la *rubrique 7.7*, « *Vente de créances clients* »). Ce produit a été réduit de 300 millions de dollars au premier trimestre de 2014 et s'élevait à 100 millions de dollars au 31 mars 2014. Le produit en 2013 s'est établi à 400 millions de dollars.

### Émission et remboursement de titres de créance à long terme

Le montant net des émissions de titres de créance à long terme au premier trimestre de 2014 comprend une augmentation nette du papier commercial, qui s'élevait à 626 millions de dollars au 31 mars 2014. Le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme était de 5,0 % au 31 mars 2014, par rapport à 5,44 % à l'exercice précédent. En comparaison, le montant net des remboursements de 71 millions de dollars comptabilisé au premier trimestre de 2013 comprend une réduction du papier commercial, dont le solde s'élevait à 174 millions de dollars au 31 mars 2013.

Après la fin du premier trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons, le 4 avril 2014, émis des billets de premier rang non garantis (les « billets ») d'un montant de 1 milliard de dollars, en deux séries, soit des billets à 3,20 % d'un montant de 500 millions de dollars échéant le 5 avril 2021, et des billets à 4,85 % d'un montant de 500 millions de dollars échéant le 5 avril 2044. Ces billets peuvent être rachetés en totalité en tout temps ou en partie de temps à autre, et prévoient certaines dispositions liées au changement de contrôle. Le produit net a servi à rembourser une tranche d'environ 914 millions de dollars de l'emprunt contracté pour financer une portion du prix d'achat des licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, et la tranche résiduelle sera utilisée aux fins générales de la société. L'émission de ces titres de créance a donné lieu à une augmentation de la durée à l'échéance moyenne de la dette à long terme (excluant le papier commercial), la portant à environ 10,3 ans, par rapport à 5,5 ans à la fin de 2012, et à la réduction du taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial), le ramenant à environ 4,89 %, par rapport à 5,44 % à la fin de 2012.

Aucun montant n'a été prélevé sur notre facilité de crédit renouvelable au premier trimestre de 2014 et en 2013. Après le 31 mars 2014, nous avons prélevé un montant de 914 millions de dollars sur la facilité de crédit renouvelable, afin de payer le solde exigible relatif à l'acquisition de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz; ce montant de 914 millions de dollars a été remboursé à l'aide du produit de l'émission de titres de créance à long terme effectuée le 4 avril 2014. De plus, cette facilité de crédit garantit entièrement notre programme de papier commercial, qui nous permet d'obtenir des fonds à faible coût (se reporter à la *rubrique 7.6, « Facilités de crédit »*).

## 7.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

La **dette nette** au 31 mars 2014 s'est établie à 8 202 millions de dollars, soit une hausse de 1 607 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, découlant de nos activités de refinancement en 2013 et des émissions de papier commercial au cours des trois premiers mois de 2014, déduction faite de l'accroissement de la trésorerie et des placements temporaires et de la réduction des emprunts temporaires, pour lesquels une analyse est présentée ci-dessus.

La **dette à taux fixe en proportion du total de la dette** s'est établie à 91 % au 31 mars 2014, soit un résultat inchangé par rapport au 31 mars 2013.

Le **total des capitaux investis – valeur comptable** au 31 mars 2014 s'est établi à 16 341 millions de dollars, soit une augmentation de 1 794 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient à l'accroissement de la dette nette et des bénéfices non distribués, facteur neutralisé en partie par la réduction du capital social découlant des rachats d'actions en vertu de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Le **ratio de la dette nette par rapport au total des capitaux investis** s'est établi à environ 50 % au 31 mars 2014, en hausse par rapport à 45 % à l'exercice précédent.

Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** s'est établi à 1,97 fois au 31 mars 2014, en hausse par rapport à 1,67 fois à l'exercice précédent. Ce résultat tient au fait que l'augmentation de la dette nette (voir ci-dessus) a été neutralisée en partie par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. La ligne directrice découlant de notre politique à long terme pour ce ratio est de 1,50 à 2,00 fois. Nous nous attendons à ce que ce ratio sorte légèrement de la fourchette à long terme visée par notre politique à la fin du deuxième trimestre de 2014, en raison du financement de l'acquisition de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, mais nous nous attendons à ce qu'il revienne dans cette fourchette à moyen terme, car nous sommes d'avis que la ligne directrice de notre politique contribue au maintien des notations du crédit de première qualité qui nous sont attribuées. Bien que le ratio puisse temporairement excéder la fourchette à long terme visée, nous nous attendons à respecter les clauses restrictives de notre facilité de crédit renouvelable, en vertu desquelles nous ne pouvons laisser le ratio de levier financier consolidé de TELUS dépasser 4:1. Se reporter à la *rubrique 7.6, « Facilités de crédit »*.

### Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux 31 mars ou pour les périodes de 12 mois closes à ces dates	2014	2013	Variation
<b>Composantes des ratios d'endettement et de couverture<sup>1</sup> (en millions de dollars)</b>			
Dette nette	8 202	6 595	1 607
Total des capitaux investis – valeur comptable	16 341	14 547	1 794
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	4 156	3 958	198
Coûts financiers, montant net	388	340	48
<b>Ratios d'endettement</b>			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	91	91	— pt
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette à long terme (excluant le papier commercial) (en années)	9,2	5,3	3,9
Dette nette/total des capitaux investis (en %) <sup>1</sup>	50,2	45,3	4,9 pts
Dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires <sup>1</sup> (fois)	1,97	1,67	0,3
<b>Ratios de couverture<sup>1</sup> (fois)</b>			
Couverture par le bénéfice	5,4	5,8	(0,4)
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	10,7	11,6	(0,9)
<b>Autres mesures (en %)</b>			
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté <sup>1</sup>	68	68	— pt
Ratio de distribution <sup>1</sup>	69	67	2 pts

1. Se reporter à la *rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR »*.

Le **ratio de couverture par le bénéfice** s'est établi à 5,4 fois au premier trimestre de 2014, soit une baisse comparativement à 5,8 fois à l'exercice précédent, qui s'explique par la hausse des coûts d'emprunt (y compris la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013).

Le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** s'est établi à 10,7 fois pour le premier trimestre de 2014, soit une baisse par rapport à 11,6 fois à l'exercice précédent. La hausse du montant net des charges d'intérêts (y compris la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013) a donné lieu à une diminution de 1,4 du ratio, et l'augmentation du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires a donné lieu à une augmentation de 0,5 du ratio. Se reporter à la *rubrique 7.6, « Facilités de crédit »*.

**Ratios de distribution** : L'indication visée est de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective. Les ratios de distribution de base et ajustés pour 2014 et 2013 sont conformes à la fourchette visée.

## 7.6 Facilités de crédit

Au 31 mars 2014, nous avons une trésorerie et des placements temporaires de 52 millions de dollars et des facilités de crédit inutilisées de plus de 1,4 milliard de dollars, et nous disposons d'un montant de 400 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 7.7*), ce qui est conforme à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars.

### Facilités de crédit et autres facilités de crédit bancaire de TELUS au 31 mars 2014

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans <sup>1</sup>	3 novembre 2016	2 000	—	—	(626)	1 374
Autres facilités de crédit bancaire	—	75	—	(13)	—	62
Total		2 075	—	(13)	(626)	1 436

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains. Après le 31 mars 2014, la facilité de crédit a été renouvelée et portée à 2 250 \$; cette facilité renouvelée arrivera à échéance le 31 mai 2019.

### Facilité de crédit renouvelable

Nous avons conclu une facilité de crédit renouvelable de 2,0 milliards de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) arrivant à échéance le 3 novembre 2016, avec un consortium se composant de 14 institutions financières. Après le 31 mars 2014, la facilité de crédit a été renouvelée et portée à 2,25 milliards de dollars; cette facilité renouvelée arrivera à échéance le 31 mai 2019. La facilité de crédit renouvelable est utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial, le cas échéant.

Le 2 avril 2014, nous avons remboursé le solde résiduel de 914 millions de dollars relatif aux licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, au moyen d'un montant prélevé sur cette facilité de crédit, et nous avons remboursé la facilité de crédit à l'aide du produit de l'émission de titres de créance à long terme de série CO et de série CP effectuée le 4 avril 2014, comme il est décrit à la *rubrique 7.4*.

Notre facilité de crédit renouvelable comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci nous interdisent notamment de laisser le ratio de levier financier consolidé de TELUS dépasser 4:1 (ratio d'environ 1,97:1 au 31 mars 2014) et de laisser le ratio de couverture consolidé de TELUS (BAIIA sur charges d'intérêts sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (ratio d'environ 10,7:1 au 31 mars 2014, qui devrait demeurer de loin supérieur à la clause restrictive) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à nos facilités de crédit n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une notation en particulier.

### Autres facilités de crédit bancaire et facilités sous forme de lettres de crédit

Au 31 mars 2014, nous disposons également d'autres facilités de crédit bancaire, y compris des facilités sous forme de lettres de crédit de 584 millions de dollars venant à échéance aux deuxième et troisième trimestres de 2014, dont une tranche de 520 millions de dollars a été utilisée. Après le 31 mars 2014 et parallèlement au financement de l'acquisition de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz le 2 avril 2014, une dette de 404 millions de dollars au titre des lettres de crédit a été éteinte.

## 7.7 Vente de créances clients

TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. Nous avons renouvelé la convention au premier trimestre de 2014, et elle a pris effet jusqu'au 31 décembre 2016. Les liquidités disponibles en vertu de cette convention s'élevaient à 400 millions de dollars au 31 mars 2014 (se reporter à la *note 19* des états financiers consolidés intermédiaires). Les cessions de créances clients effectuées dans le cadre de transactions de titrisation sont comptabilisées à titre d'emprunts à court terme garantis et, par conséquent, ne se traduisent pas par une décomptabilisation des créances clients cédées.

TCI doit maintenir une notation de DBRS Ltd. d'au moins BB, sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente avant la fin de la durée. Au 8 mai 2014, la notation était plus élevée que la notation devant être maintenue.

## 7.8 Notations du crédit

Il n'y a eu aucun changement à nos notations du crédit de première qualité au cours du premier trimestre de 2014, ni au 8 mai 2014.

## 7.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

### Instruments financiers

Nos instruments financiers ainsi que la nature de certains risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits à la *rubrique 7.9* de notre rapport de gestion annuel 2013.

#### *Risque de liquidité*

Nous pouvons, en vertu d'un prospectus préalable de base, qui a été renouvelé en novembre 2013 et demeurera en vigueur jusqu'en décembre 2015, émettre un montant de 3,0 milliards de dollars. Par suite des émissions nettes de titres de créance effectuées en avril 2014, nous pouvons, à la date du présent rapport de gestion, émettre un montant de 1,2 milliard de dollars de titres de créance ou de participation en vertu de ce prospectus préalable de base.

Au 31 mars 2014, nous avons des facilités de crédit disponibles, y compris une facilité d'un montant de 2,0 milliards de dollars arrivant à échéance en novembre 2016 (se reporter à la *rubrique 7.6*, « *Facilités de crédit* »). Après le 31 mars 2014, la facilité de crédit a été renouvelée et portée à 2,25 milliards de dollars; la facilité renouvelée arrivera à échéance le 31 mai 2019. De plus, la trésorerie et les placements temporaires s'élevaient à 52 millions de dollars au 31 mars 2014. Nous estimons que nos notations du crédit de première qualité contribuent à nous donner un accès raisonnable aux marchés financiers.

### Engagements et passifs éventuels

#### *Obligations d'achat*

Au 31 mars 2014, nos engagements contractuels liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'élevaient à 344 millions de dollars jusqu'en 2015, comparativement à des engagements au 31 décembre 2013 de 197 millions de dollars jusqu'en 2014, résultat qui s'explique principalement par l'augmentation des engagements liés à l'élargissement du réseau à large bande.

#### *Obligations en matière d'indemnisation*

Au 31 mars 2014, nous n'avons constaté aucun passif en ce qui a trait à nos engagements d'indemnisation.

#### *Réclamations et poursuites*

Nous faisons l'objet de diverses réclamations et poursuites (incluant des recours collectifs) visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. Aussi, nous avons reçu ou sommes au courant de certaines réclamations possibles (incluant des réclamations en matière de propriété intellectuelle) à notre égard et, dans certains cas, à l'égard de nombreuses autres entreprises de services mobiles et des fournisseurs de services de télécommunications.

La direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, à l'exception des éléments décrits à la *note 23 b)* des états financiers consolidés intermédiaires.

## 7.10 Information sur les actions en circulation

Actions en circulation (en millions)	31 mars 2014	30 avril 2014
Actions ordinaires	620	619
Options d'achat d'actions ordinaires	6	6
Options d'achat d'actions ordinaires pouvant être exercées	4	4

## 7.11 Transactions entre parties liées

### Placements dans des entités contrôlées importantes

Au 31 mars 2014, TELUS Corporation contrôlait 100 % des participations dans TELUS Communications Inc., laquelle contrôlait pour sa part 100 % des participations dans Société TELUS Communications et dans SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE, soit un pourcentage inchangé par rapport au 31 décembre 2013.

### Transactions avec les principaux dirigeants

Nos principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la surveillance, à la planification, à la direction et au contrôle de nos activités, et ils comprennent les membres de notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction. Le total de la rémunération versée aux principaux dirigeants s'établit à 10 millions de dollars au premier trimestre de 2014 et à 10 millions de dollars au premier trimestre de 2013. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *note 24 b)* des états financiers consolidés intermédiaires.

### Transactions impliquant des régimes de retraite à prestations définies

Nous avons versé des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies, comme il est illustré dans le tableau présenté à la *rubrique 7.2*. Nous avons également fourni des services de gestion et d'administration relativement à nos régimes de retraite à prestations définies. Les charges liées à ces services ont été comptabilisées selon la méthode du recouvrement des coûts et elles sont non significatives.

### Transactions avec des coentreprises immobilières

Au premier trimestre de 2014, nous avons effectué des transactions avec des coentreprises immobilières, qui sont des parties liées, comme il est décrit à la *note 18* des états financiers consolidés intermédiaires. Les engagements et les passifs éventuels liés aux coentreprises immobilières comprennent des engagements contractuels jusqu'en 2015 au titre des travaux de construction (environ 134 millions de dollars au 31 mars 2014), un engagement découlant d'un contrat de location simple d'une durée de 20 ans ayant prise d'effet en 2015 et des facilités de crédit aux fins des travaux de construction (financement de 388 millions de dollars conclu avec deux institutions financières canadiennes en leur qualité de coprêteur à 50 % et avec TELUS en sa qualité de coprêteur à 50 %). Des contrats de vente ont été signés relativement à la quasi-totalité des unités de la tour d'habitation en copropriété du projet Jardin TELUS et, au 31 mars 2014, environ 93 % des locaux de la tour de bureaux de ce projet étaient loués.

## 8. Questions comptables

### 8.1 Estimations comptables critiques

Nos principales méthodes comptables sont décrites à la *note 1* des états financiers consolidés datés du 31 décembre 2013. La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que nous ayons recours à des estimations, des hypothèses et des jugements qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période considérée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Nos estimations comptables critiques et nos jugements importants font généralement l'objet de discussions entre les membres du comité d'audit chaque trimestre.

### 8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables

**Produits tirés de contrats conclus avec des clients** : L'International Accounting Standards Board et le Financial Accounting Standards Board des États-Unis collaborent à un projet conjoint ayant pour objectif de clarifier les principes relatifs à la comptabilisation des produits et d'élaborer une norme commune. Un exposé-sondage a été publié en juin 2010, et un exposé-sondage révisé a été publié en novembre 2011. Nous évaluons actuellement l'incidence des propositions énoncées dans cet exposé-sondage.

Advenant le cas où la norme définitive, dont la promulgation est actuellement en instance, refléterait dans une large mesure ces propositions, son incidence et le caractère significatif de l'incidence seront différents pour chaque secteur et chaque entité. Tout comme de nombreuses autres entreprises de télécommunications, nous nous attendons, à l'heure actuelle, à ce que l'application de la norme ait une incidence significative pour la société, principalement en ce qui a trait au moment auquel les produits doivent être comptabilisés, et en ce qui a trait à l'incorporation dans le coût de l'actif des coûts d'acquisition et des coûts liés à l'exécution de contrats. Si l'utilisation de la méthode du plafond était interdite, cela pourrait, principalement en ce qui a trait au secteur des services mobiles, accélérer la comptabilisation des produits, tant en ce qui a trait à la comptabilisation des entrées de trésorerie provenant des clients qu'en ce qui concerne la comptabilisation des produits selon notre pratique courante. Bien que les facteurs économiques sous-jacents liés aux transactions demeurerait les mêmes au cours des périodes de croissance du nombre de connexions d'abonnés du secteur des services mobiles, en supposant des entrées de trésorerie par appareil comparables pour la durée du contrat, la croissance des produits semblerait plus élevée que celle déterminée selon notre pratique courante (selon la méthode du plafond). Les résultats du secteur des services filaires découlant de transactions, qui incluent la fourniture initiale de matériel subventionné, seraient touchés de la même manière.

De même, l'évaluation, sur la durée d'un contrat, du total des coûts d'acquisition du contrat et des coûts liés à l'exécution du contrat ne serait pas touchée par les propositions. Les propositions, qui toucheraient tant le secteur des services mobiles que le secteur des services filaires, feraient également en sorte que ces coûts d'acquisition soient comptabilisés à l'actif et subséquemment comptabilisés comme une charge sur la durée du contrat, sur une base rationnelle et systématique conforme au mode de transfert des biens et services auxquels l'actif est associé. Bien que les facteurs économiques sous-jacents liés aux transactions demeurerait les mêmes au cours des périodes de croissance du nombre de connexions d'abonnés, en supposant des coûts d'acquisition par appareil et des coûts liés à l'exécution de contrats comparables, les mesures de la rentabilité sembleraient plus élevées que celles déterminées selon notre pratique courante, qui consiste à comptabiliser en charges ces coûts immédiatement.

**Autres normes publiées** : Les autres normes publiées qui s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 n'ont eu aucune incidence importante sur notre performance financière.

## 9. Perspectives générales et hypothèses pour 2014

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

### Hypothèses pour 2014

- Taux de croissance estimé révisé de l'économie au Canada de 2,3 % en 2014 (auparavant 2,4 %).
- Aucune décision réglementaire ni aucune mesure gouvernementale défavorable importante.
- Poursuite de la concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs par rapport à 2013.
- Gain d'environ 1 à 2 points de pourcentage au chapitre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, soit un résultat analogue à celui enregistré en 2013.
- Adoption et échange continus, par les abonnés, de téléphones intelligents à forte concentration de données, à un taux analogue aux niveaux enregistrés en 2013 (70 % à 80 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés), en raison du fait que les clients désirent une connectivité mobile accrue à Internet.
- Croissance des produits tirés des services mobiles découlant du nombre net positif des mises en service des abonnés aux services postpayés découlant de la pénétration accrue du marché, et modeste hausse des PMAA combinés découlant de l'utilisation accrue des services de transmission de données, y compris l'utilisation accrue de forfaits de données partagées, ainsi qu'à la composition des abonnés.
- Maintien ou augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, en fonction du nombre brut de mises en service et des pressions du marché.
- Croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK et au service Internet haute vitesse, soit une croissance analogue à celle enregistrée en 2013, et d'une augmentation modérée des produits d'exploitation moyens par client, ainsi que de la croissance des services aux clients d'affaires.
- Régimes de retraite : charge au titre des régimes de retraite à prestations définies se composant d'un montant d'environ 85 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel et d'un montant d'environ 2 millions de dollars comptabilisé dans les coûts de financement relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel; taux d'actualisation de 4,75 % aux fins de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies du personnel; montant d'environ 105 millions de dollars au titre de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies.



- Coûts de restructuration et autres coûts similaires d'environ 75 millions de dollars au titre des initiatives d'efficacité opérationnelle, et autres initiatives au chapitre de l'amélioration des marges visant à atténuer les pressions découlant du remplacement de la technologie et de la croissance du nombre d'abonnés.
- Impôt sur le résultat : taux d'imposition prévu par la loi moyen pondéré de 26,0 % à 26,5 % et paiements d'impôt en trésorerie de 540 millions de dollars à 600 millions de dollars. L'augmentation des paiements d'impôt en trésorerie est imputable à la hausse des acomptes provisionnels en fonction du bénéfice comptabilisé en 2013, à l'incidence des modifications apportées par le gouvernement fédéral du Canada à sa politique, en vertu desquelles il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées, ainsi qu'à la diminution des économies d'impôt.
- Investissements continus dans l'infrastructure à large bande ainsi que dans l'élargissement du réseau 4G LTE et dans les mises à niveau, de même que dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.
- Baisse modérée du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement au taux de change moyen en 2013.

Sauf en ce qui a trait aux hypothèses mentionnées ci-dessus, les hypothèses relatives à nos perspectives pour 2014 décrites à la *rubrique 9*, « *Perspectives générales et hypothèses* », de notre rapport de gestion annuel 2013 demeurent inchangées.

## 10. Risques et gestion des risques

Nos risques principaux et nos incertitudes susceptibles d'influer sur nos résultats dans l'avenir, ainsi que nos activités connexes visant à atténuer les risques, sont décrits dans notre rapport de gestion annuel 2013.

### 10.1 Questions de réglementation

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.4*, « *Questions de réglementation* », de notre rapport de gestion annuel 2013.

#### Examens réglementaires à venir

Le CRTC a annoncé qu'il compte tenir des instances publiques ayant notamment pour objet l'examen des services filaires de gros, y compris le bien-fondé de rendre obligatoire l'accès des concurrents aux installations de fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné, les services par satellite et autres services de transport, les services de base élargis, le régime de subvention, le mécanisme national de contributions, les services mobiles de gros et les frais pour les factures papier.

##### *Examen des services filaires de gros*

Le 15 octobre 2013, le CRTC a amorcé un examen général du cadre réglementaire actuel visant les services filaires de gros et a publié à cet effet l'Avis de consultation de télécom CRTC 2013-551, « *Examen des services de gros et des politiques connexes* ». Cette procédure de réglementation qui couvre un champ très large comprendra une audience devant avoir lieu au quatrième trimestre de 2014, et nous nous attendons à ce qu'une décision soit rendue au premier trimestre de 2015. L'issue de cet examen pourrait modifier les aspects du cadre de réglementation actuel des services de gros. Cet examen permettra notamment de déterminer si les concurrents qui décident de ne pas construire leurs propres installations de fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné pourront bénéficier de l'accès réglementé aux installations de fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné de TELUS et d'autres grandes entreprises de câblodistribution et de téléphonie. Ces changements pourraient avoir une incidence défavorable sur nos futures stratégies commerciales.

##### *Services par satellite et autres services de transport*

Le 6 février 2014, le CRTC a amorcé un examen des services par satellite et autres services de transport fournis par les exploitants de services par satellite aux autres fournisseurs de services de télécommunications au Canada. Le CRTC a déterminé que le coût élevé de transport par satellite constitue un obstacle à l'atteinte de son objectif relatif à la prestation sur réseau à large bande, à des prix abordables, de vitesses de téléchargement à 5 mégabits par seconde (Mbps) et de vitesses de téléversement à 1 Mbps au Yukon, au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Le CRTC a également annoncé qu'il compte effectuer, en 2014, un examen de l'infrastructure de transport dans ces régions, notamment dans le but de déterminer s'il y a lieu d'établir un mécanisme pour financer les investissements dans des infrastructures liées aux installations de transport.

### *Examen des services mobiles de gros*

Le 16 octobre 2013, dans le cadre du discours du Trône prononcé par le gouverneur général, le gouvernement fédéral a laissé savoir qu'il compte prendre des mesures pour réduire les tarifs liés aux services d'itinérance sur les réseaux au Canada. Le 12 décembre 2013, le CRTC a amorcé un examen des tarifs d'itinérance liés aux services mobiles de gros. Dans le cadre de cette instance, il a déterminé si les entreprises de télécommunications qui offrent des services mobiles facturent aux autres fournisseurs de services mobiles au Canada des tarifs discriminatoires pour les services d'itinérance au pays. Les observations relatives à cette instance ont été versées au dossier, et une décision devrait être rendue au deuxième trimestre de 2014.

Le 20 février 2014, le CRTC a amorcé un examen du degré actuel de concurrence sur les marchés des services mobiles de détail et de gros, afin de déterminer si d'autres exigences réglementaires s'imposent, notamment des tarifs réglementés relatifs aux services d'itinérance ou au partage des pylônes et des emplacements, ou tous autres services de gros prescrits. L'instance aura lieu en 2014, et le début de l'audience est prévu pour le 29 septembre 2014. On s'attend à ce qu'une décision soit rendue au premier trimestre de 2015. Il est encore trop tôt pour déterminer si l'issue de l'instance aura une incidence défavorable significative pour la société.

Dans le budget fédéral déposé le 11 février 2014, le gouvernement fédéral a annoncé un projet de modification de la *Loi sur les télécommunications*, qui vise à plafonner les tarifs d'itinérance liés aux services mobiles de gros, de manière à ce que les fournisseurs de services mobiles ne puissent facturer aux autres entreprises de télécommunications des tarifs supérieurs à ceux facturés à leurs propres clients abonnés aux services mobiles voix, données et textos. Le 31 mars 2014, le gouvernement fédéral a présenté le projet de loi C-31, *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2014*, qui prévoit des dispositions visant à plafonner les tarifs d'itinérance liés aux services mobiles de gros qui sont facturés aux entreprises de télécommunications canadiennes pour les services voix, donnée et textos en itinérance. Si ce projet de loi est adopté par le Parlement, on s'attend à ce que cette mesure demeure en place jusqu'à ce que le CRTC termine son examen visant à déterminer si le marché des services sans fil mobiles de gros est suffisamment concurrentiel, et rende une décision concernant les tarifs d'itinérance. L'examen qu'effectue le CRTC portera également sur les ententes de partage des pylônes d'antennes et de réseau. L'audience dans le cadre de cet examen aura lieu à la fin de septembre 2014, et une décision devrait être rendue au premier trimestre de 2015.

### *Demande d'examen des frais pour les factures papier présentée au CRTC*

Le 22 octobre 2013, le Centre pour la défense de l'intérêt public a déposé une demande au CRTC, en vertu de laquelle il demande que les fournisseurs de services de télécommunications ne soient pas autorisés à imposer des frais à leurs clients résidentiels pour fournir des factures papier, et que les clients d'une compagnie de téléphone réglementée soient remboursés pour tous les frais payés dans le passé relativement aux factures papier fournies. Dans le cadre de cette instance, nous avons reconnu que nous imposons des frais pour les factures papier fournies à nos abonnés des services résidentiels, mais que ces frais sont raisonnables, compte tenu du fait que tous les abonnés auxquels des frais sont imposés ont accès à la facturation électronique, mais choisissent de recevoir une facture papier. Nous n'imposons pas de frais pour factures papier à nos abonnés des services de téléphonie filaires. Les observations ont été versées au dossier, et le CRTC devrait rendre une décision au deuxième trimestre de 2014.

**Atténuation des risques :** Nous continuerons d'exercer des pressions sur le CRTC afin qu'il réduise le champ d'application relatif aux installations réseau qui sont assujetties à un accès obligatoire par les concurrents. Si l'accès à l'infrastructure de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné est réglementé par le CRTC par suite de l'examen des services filaires de gros, les entreprises de télécommunications pourraient possiblement renoncer à investir dans la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné dans l'avenir. Nous soulignerons le fait que l'amélioration de l'objectif du service de base fera en sorte que des modifications connexes doivent être apportées au régime de subvention actuel afin de financer entièrement toutes nouvelles exigences concernant la prestation de services.

Nous participerons aux deux instances concernant les services de transport et, en tant que contributeur net, nous présenterons des arguments contre la mise en place d'un mécanisme de subvention additionnel financé par l'industrie pour les installations situées au Yukon, au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Nous participerons à l'instance concernant les services mobiles de gros afin de démontrer que les tarifs d'itinérance au pays et les autres tarifs que nous facturons aux fournisseurs de services mobiles canadiens ne sont pas discriminatoires.

Nous avons présenté nos observations concernant la demande liée aux frais pour factures papier et démontré que les frais que nous imposons sont justes, en ce sens qu'ils sont uniquement imposés aux abonnés qui ont un accès direct à la facturation électronique, mais qui choisissent quand même de recevoir des factures papier. Nous avons également démontré que les frais pour factures papier que nous imposons sont basés sur les services auxquels l'abstention de la réglementation s'applique, ce qui signifie que le CRTC s'est abstenu de réglementer ces tarifs.

## Entreprises de distribution de radiodiffusion

Nous avons présenté une demande de licence d'exploitation d'un service télé à la carte national. Une audience publique a eu lieu en avril 2014. Cependant, aucune décision n'a été annoncée.

### 11. Définitions et rapprochements

#### 11.1 Mesures financières non définies par les PCGR

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet. Nous avons recours à ces mesures pour évaluer le rendement de TELUS et de ses secteurs opérationnels, et aussi pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables.

**Intensité du capital :** Cette mesure est calculée comme les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) divisées par le total des produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

**Ratio de distribution :** Il s'agit des dividendes du trimestre déclarés par action pour le trimestre clos le plus récent, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés, multipliés par quatre et divisés par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires (divisés par le bénéfice par action de base annuel des exercices).

##### Calcul du ratio de distribution

Périodes de 12 mois closes les 31 mars (en dollars)	2014	2013
Numérateur – Dividende annualisé du quatrième trimestre déclaré par action de participation	1,44	1,28
Dénominateur – Bénéfice net par action de participation	2,08	1,91
<b>Ratio (en %)</b>	<b>69</b>	<b>67</b>

**Ratio de distribution du bénéfice net ajusté :** Le ratio historique fondé sur le bénéfice par action déclaré ajusté de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés à l'impôt, de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, et des éléments ajustés dans le BAIIA est considéré comme plus représentatif du calcul des bénéfices prévisibles. L'indication visée par notre politique est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, et elle est de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles, sur une base prospective (se reporter à la *rubrique 4.3*).

##### Calcul du ratio de distribution du bénéfice net ajusté

Périodes de 12 mois closes les 31 mars (en dollars)	2014	2013
Numérateur – Dividende annualisé du quatrième trimestre déclaré par action de participation	1,44	1,28
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars) :		
Bénéfice net attribuable aux actions de participation	1 309	1 247
Ajouter : prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt sur le résultat	17	—
Ajouter : ajustements défavorables (déduire : ajustements favorables) liés à l'impôt sur le résultat	8	(7)
Déduire : profit après impôt, déduction faite des pertes nettes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS	—	(7)
Option de règlement en espèces net liée aux options	—	(2)
	<b>1 334</b>	<b>1 231</b>
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action	2,12	1,89
<b>Ratio ajusté (en %)</b>	<b>68</b>	<b>68</b>

**Couverture par le bénéfice** : Cette mesure est définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée comme suit :

**Calcul du ratio de couverture par le bénéfice**

Périodes de 12 mois closes les 31 mars (en millions de dollars, sauf les ratios)	2014	2013
Bénéfice net attribuable aux actions de participation	1 309	1 247
Impôt sur le résultat	484	435
Coûts d'emprunt (intérêts sur la dette à long terme plus les intérêts sur les emprunts à court terme et les autres emprunts et plus la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme)	408	349
Numérateur	2 201	2 031
Dénominateur – Coûts d'emprunt	408	349
<b>Ratio (fois)</b>	<b>5,4</b>	<b>5,8</b>

**BAIIA** (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) : Nous présentons le BAIIA et fournissons des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer le rendement consolidé ainsi que l'apport de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Le BAIIA tel qu'il est calculé par TELUS correspond aux produits d'exploitation moins les montants inscrits aux postes Charge au titre de l'achat de biens et services et Charge au titre des avantages du personnel.

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclurait les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, qui est prise en compte dans le secteur des services filaires, nous ne prévoyons pas conserver une participation dans la tour d'habitation en copropriété du projet Jardin TELUS une fois que les travaux de construction seront terminés. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, nous avons, aux premiers trimestres de 2014 et de 2013, comptabilisé des pertes liées à la participation de néant.

**Rapprochement du BAIIA**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013
<b>Bénéfice net</b>	<b>377</b>	<b>362</b>
Coûts de financement	102	96
Impôt sur le résultat	135	125
Amortissement des immobilisations corporelles	346	347
Amortissement des immobilisations incorporelles	117	104
<b>BAIIA</b>	<b>1 077</b>	<b>1 034</b>

**BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** : Nous présentons cette mesure en tant qu'indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Cette mesure sert aussi au calcul du *ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires* et du *ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires*.

**Calcul du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013
<b>BAIIA</b>	<b>1 077</b>	<b>1 034</b>
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA	8	11
<b>BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires</b>	<b>1 085</b>	<b>1 045</b>

**Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** :

Cette mesure est définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires divisé par le montant net des charges d'intérêts, calculé sur 12 mois. Cette mesure est semblable au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS (se reporter à la *rubrique 7.6*).

**BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) :** Nous présentons cette mesure comme un indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Nous calculons cette mesure comme une simple mesure de substitution des flux de trésorerie consolidés et des flux de trésorerie de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications avec le temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites ci-dessus.

**Calcul du BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013
<b>BAIIA</b>	<b>1 077</b>	1 034
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(496)	(467)
<b>BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)</b>	<b>581</b>	567

**Flux de trésorerie disponibles :** Nous présentons cette mesure comme un indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils excluent les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs), le produit tiré des actifs cédés ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) et qui peuvent notamment être utilisés pour payer les dividendes, rembourser la dette, racheter des actions dans le cadre de notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ou effectuer d'autres investissements. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être complétés de temps à autre par le produit tiré des actifs cédés ou par les activités de financement.

**Calcul des flux de trésorerie disponibles**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013
<b>BAIIA</b>	<b>1 077</b>	1 034
(Décaissements) au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	(15)	(6)
Éléments des tableaux consolidés des flux de trésorerie :		
Rémunération fondée sur des actions	16	12
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	22	26
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(29)	(36)
Intérêts versés	(61)	(58)
Intérêts reçus	1	1
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(496)	(467)
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	515	506
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements	(224)	(148)
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>291</b>	358

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon notre définition et des entrées liées aux activités d'exploitation.

**Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des entrées liées aux activités d'exploitation**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>291</b>	358
Ajouter : dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	496	467
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités d'exploitation	(189)	(96)
<b>Entrées liées aux activités d'exploitation</b>	<b>598</b>	729

**Dettes nettes :** Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des emprunts à court terme et des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couverts par la trésorerie et les placements temporaires disponibles. La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. La dette nette est un élément du *ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires*.

### Calcul de la dette nette

Aux 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	8 120	6 187
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	34	25
Trésorerie et placements temporaires	(52)	(22)
Emprunts à court terme	100	405
<b>Dette nette</b>	<b>8 202</b>	<b>6 595</b>

**Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires :** Cette mesure est définie comme la dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio se situe dans une fourchette de 1,50 à 2,00 fois. Cette mesure est semblable au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit (se reporter à la *rubrique 7.6*).

**Ratio dette nette/total des capitaux investis :** Il s'agit d'une mesure de la proportion de la dette utilisée dans la structure du capital de TELUS.

**Montant net des charges d'intérêts :** Cette mesure est le dénominateur utilisé pour calculer le ratio de *couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires*. Le montant net des charges d'intérêts représente les coûts de financement, excluant les intérêts nets des régimes à prestations définies du personnel et les recouvrements liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun recouvrement lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes de 12 mois closes les 31 mars 2014 et 2013. Les charges comptabilisées relativement à la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, le cas échéant, sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts s'est établi à 388 millions de dollars au cours de la période de 12 mois close le 31 mars 2014 et à 340 millions de dollars au cours de la période de 12 mois close le 31 mars 2013.

**Coûts de restructuration et autres coûts similaires :** Afin de réduire nos coûts permanents, nous engageons des coûts de restructuration supplémentaires connexes non récurrents. Il est également possible que nous engagions des charges inhabituelles lorsque nous apportons des changements importants ou transformationnels à nos modèles d'affaires ou à nos modèles opérationnels. Outre les éléments tels que les charges liées à la main-d'œuvre interne et externe, ces charges inhabituelles peuvent comprendre l'amortissement des charges au titre des immobilisations incorporelles, lorsque la mise hors service d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles a lieu bien avant la fin de leur durée d'utilité estimée, de manière à ce que les autres ressources restantes qui étaient auparavant associées à ces immobilisations, telles que le spectre, puissent être utilisées dans le cadre d'autres activités. Les autres coûts similaires comprennent également les coûts externes supplémentaires engagés relativement aux acquisitions d'entreprises.

### Composantes des coûts de restructuration et autres coûts similaires

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013
Achat de biens et services	—	1
Charge au titre des avantages du personnel	8	10
<b>Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA</b>	<b>8</b>	<b>11</b>

**Le total des capitaux investis – valeur comptable** est défini et calculé comme suit :

### Calcul du total des capitaux investis – valeur comptable

Aux 31 mars (en millions de dollars)	2014	2013
Dette nette	8 202	6 595
Capitaux propres	8 176	7 995
Déduire : cumul des autres éléments du résultat global	(37)	(43)
<b>Total des capitaux investis – valeur comptable</b>	<b>16 341</b>	<b>14 547</b>

## 11.2 Indicateurs opérationnels – services mobiles

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications sans fil. Elles n'ont cependant pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB.

**Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels** Nombre, exprimé selon un taux mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période.

**Taux de désabonnement, par mois** Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés de TELUS ou des services prépayés Koodo est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

**Frais d'acquisition** Montant total au titre du financement des appareils (coût des appareils pour TELUS, moins le montant initial facturé au client), des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

**Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné** Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

**Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau** Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions (y compris le financement des appareils et les commissions) visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

**Appareil d'abonné (services mobiles)** Unité génératrice de produits active et récurrente (p. ex. un téléphone cellulaire, une tablette ou une clé Internet mobile) dotée d'un numéro d'identité d'abonné unique (numéro SIM ou IMEI), qui donne accès aux réseaux mobiles de transmission de la voix ou de données à des fins de communication. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque appareil aux fins de la facturation ou des services de soutien. Les appareils d'abonnés excluent les appareils offrant les services machine à machine tels que ceux utilisés pour effectuer le suivi des biens, les systèmes de contrôle à distance et les compteurs, les distributeurs automatiques et les guichets automatiques sans fil.

# Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat et de résultat global

(non audité)

Périodes closes les 31 mars (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres	
	2014	2013
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Services	2 702 \$	2 582 \$
Équipement	172	161
	2 874	2 743
Autres produits d'exploitation	21	13
	2 895	2 756
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achat de biens et services	1 222	1 154
Charge au titre des avantages du personnel	596	568
Amortissement des immobilisations corporelles	346	347
Amortissement des immobilisations incorporelles	117	104
	2 281	2 173
<b>BÉNÉFICE D'EXPLOITATION</b>	614	583
Coûts de financement	102	96
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔT</b>	512	487
Impôt sur le résultat	135	125
<b>BÉNÉFICE NET</b>	377	362
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>		
<b>Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat</b>		
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	3	2
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	7	2
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	(4)	(1)
	6	3
<b>Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat</b>		
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	162	168
	168	171
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	545 \$	533 \$
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION DE PARTICIPATION</b>		
De base	0,61 \$	0,56 \$
Dilué	0,60 \$	0,55 \$
<b>DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION DE PARTICIPATION</b>	0,36 \$	0,32 \$
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS DE PARTICIPATION EN CIRCULATION</b>		
De base	622	653
Dilué	624	656



# États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière (non audité)

(en millions)	Au 31 mars 2014	Au 31 décembre 2013
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	52 \$	336 \$
Débiteurs	1 426	1 461
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	41	32
Stocks	300	326
Charges payées d'avance	269	168
Actifs dérivés courants	16	6
	<b>2 104</b>	<b>2 329</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Immobilisations corporelles, montant net	8 496	8 428
Immobilisations incorporelles, montant net	6 546	6 531
Dépôts relatifs aux licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz	229	—
Goodwill, montant net	3 750	3 737
Coentreprises immobilières	12	11
Autres actifs non courants	763	530
	<b>19 796</b>	<b>19 237</b>
	<b>21 900 \$</b>	<b>21 566 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Emprunts à court terme	100 \$	400 \$
Créditeurs et charges à payer	1 634	1 735
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	3	102
Dividendes à payer	224	222
Facturation par anticipation et dépôts de clients	745	729
Provisions	85	110
Tranche à court terme de la dette à long terme	626	—
Passifs dérivés courants	1	1
	<b>3 418</b>	<b>3 299</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Provisions	223	219
Dette à long terme	7 494	7 493
Autres passifs non courants	616	649
Impôt sur le résultat différé	1 973	1 891
	<b>10 306</b>	<b>10 252</b>
<b>Passif</b>	<b>13 724</b>	<b>13 551</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	8 176	8 015
	<b>21 900 \$</b>	<b>21 566 \$</b>

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

Périodes closes les 31 mars (en millions)	Trimestres	
	2014	2013
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net	377 \$	362 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités d'exploitation :		
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	463	451
Impôt sur le résultat différé	19	(20)
Charge de rémunération fondée sur des actions	16	12
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	22	26
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(29)	(36)
Autres	(22)	(4)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(248)	(62)
<b>Entrées liées aux activités d'exploitation</b>	<b>598</b>	<b>729</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(548)	(502)
Paiements en trésorerie au titre des dépôts relatifs aux licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz	(229)	—
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions et placements connexes	(37)	(26)
Avances et apports aux coentreprises immobilières	(14)	(4)
Produit des cessions	5	—
Autres	(4)	(4)
<b>Sorties liées aux activités d'investissement</b>	<b>(827)</b>	<b>(536)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Dividendes versés aux détenteurs d'actions de participation	(222)	(208)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	(159)	—
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	(300)	3
Émission de titres de créance à long terme	761	580
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(135)	(651)
Autres	—	(2)
<b>Sorties liées aux activités de financement</b>	<b>(55)</b>	<b>(278)</b>
<b>SITUATION DE TRÉSORERIE</b>		
Diminution de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	(284)	(85)
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	336	107
<b>Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin</b>	<b>52 \$</b>	<b>22 \$</b>
<b>INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION</b>		
Intérêts versés	(61) \$	(58) \$
Intérêts reçus	1 \$	1 \$
<b>Impôt sur le résultat payé, montant net</b>	<b>(224) \$</b>	<b>(148) \$</b>

# Information sectorielle

(non audité)

Trimestres clos les 31 mars (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	
<b>Produits d'exploitation</b>									
Produits externes	1 555 \$	1 472 \$	1 340 \$	1 284 \$	— \$	— \$	2 895 \$	2 756 \$	
Produits intersectoriels	13	12	41	41	(54)	(53)	—	—	
	<b>1 568 \$</b>	<b>1 484 \$</b>	<b>1 381 \$</b>	<b>1 325 \$</b>	<b>(54) \$</b>	<b>(53) \$</b>	<b>2 895 \$</b>	<b>2 756 \$</b>	
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>690 \$</b>	<b>666 \$</b>	<b>387 \$</b>	<b>368 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>1 077 \$</b>	<b>1 034 \$</b>	
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre <sup>2</sup>	165 \$	134 \$	331 \$	333 \$	— \$	— \$	496 \$	467 \$	
<b>BAIIA, moins les dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre</b>	<b>525 \$</b>	<b>532 \$</b>	<b>56 \$</b>	<b>35 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>581 \$</b>	<b>567 \$</b>	
							<b>Produits d'exploitation</b>	<b>2 895 \$</b>	<b>2 756 \$</b>
							Achat de biens et services	<b>1 222</b>	<b>1 154</b>
							Charge au titre des avantages du personnel	<b>596</b>	<b>568</b>
							<b>BAIIA</b>	<b>1 077</b>	<b>1 034</b>
							Amortissement des immobilisations corporelles	<b>346</b>	<b>347</b>
							Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>117</b>	<b>104</b>
							<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>614</b>	<b>583</b>
							Coûts de financement	<b>102</b>	<b>96</b>
							<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>512 \$</b>	<b>487 \$</b>

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.
2. Total des dépenses d'investissement.



# Communiqué de presse

## TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de trente huit cents (0,38 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires et les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société payable le 2 juillet 2014, aux détenteurs inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juin 2014.

Au nom du conseil d'administration

Monique Mercier

Vice-présidente exécutive - cheffe de la direction des affaires juridiques et secrétaire générale

Vancouver, Colombie Britannique

7 mai 2014

Personne-ressources : relations avec les investisseurs

1 800 667-4871

[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)